

L'avenir de l'alimentation et des petits producteurs

Michel Pimbert, Khanh Tran-Thanh,
Estelle Deléage, Magali Reinert,
Christophe Trehet et Elizabeth Bennett
(Éditeurs)



Reclaiming
**Diversity &
Citizenship**

L'avenir de l'alimentation et des petits producteurs

Conférence électronique, du 14 avril au 1er juillet 2005

L'avenir de l'alimentation et des petits producteurs

Conférence électronique, du 14 avril au 1er juillet 2005

Organisée par:

l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED),

Progressio

(anciennement CIIR – l'Institut catholique pour les relations internationales),

le Syndicat des petits agriculteurs familiaux (Small and Family Farms Alliance),

la Plate-forme britannique sur l'agriculture et l'alimentation (UK Food Group),

et Le Centre International des Peuples Indigènes pour les Politiques de Recherche et d'Education (Tebtebba)

Michel Pimbert, Khanh Tran-Thanh, Estelle Deléage, Magali Reinert, Christophe Trehet et Elizabeth Bennett (Éditeurs)



Reclaiming Diversity and Citizenship

Collection sous la direction de: Michel Pimbert

Publié par l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), Progressio (anciennement Institut catholique pour les relations internationales), Tebtebba, le Syndicat des petits agriculteurs familiaux, et la Plate-Forme britannique sur l'agriculture et l'alimentation.

L'Institut international pour l'environnement et le développement (International Institute for Environment and Development, IIED) est un institut international de recherche politique et une organisation non gouvernementale qui se dédie à un développement mondial plus équitable et plus durable. L'IIED agit comme un catalyseur, un intermédiaire et un facilitateur, qui aide les groupes vulnérables à trouver une position commune et assure que leurs intérêts soient dûment pris en compte dans le processus de prise de décision. La préservation de l'environnement est une préoccupation centrale, mais elle ne doit pas se faire aux dépens des conditions de vie des populations.

IIED, Endsleigh Street, London WC1H 0DD, UK
Tel: +44 (0)20 7388 2117 Fax: +44 (0)20 7388 2826
Email: info@iied.org www.iied.org

Progressio est une organisation caritative de développement international qui se consacre à la justice et l'éradication de la pauvreté. Progressio allie un héritage catholique radical à la pensée séculaire. Les personnes qui y travaillent partagent des valeurs et des objectifs communs qui vont dans le même sens que l'organisation, en sa qualité d'agence de développement. Ces objectifs sont l'éradication de la pauvreté et de l'exclusion par la remise en cause des structures politiques, sociales et économiques injustes, aux niveaux local et mondial ; la participation pleine et active des plus démunis et des groupes vulnérables dans la prise de décision, qui permet de réduire les situations de vulnérabilité issues des conflits, de la guerre et de la dégradation de l'environnement ; une distribution équitable des ressources et du pouvoir entre les communautés et les nations ; le respect des droits fondamentaux, la diversité culturelle et la compréhension multi-culturelle.

Unit 3 Canonbury Yard, 190a New North Road, London N1 7BJ, UK
Tel: +44 (0)20 7354 0883 Fax +44 (0)20 7359 0017
Email: enquiries@progressio.org.uk www.progressio.org.uk

Tebtebba (Le Centre international des peuples indigènes pour les politiques de recherche et d'éducation) est une organisation de peuples indigènes créée en vue de répondre à la nécessité de renforcer les activités de plaidoyer, de façon à ce que les droits des peuples indigènes soient reconnus, respectés et protégés partout dans le monde. Fondée en 1996, Tebtebba vise à promouvoir une meilleure compréhension des peuples indigènes, de leur vision du monde, de leurs problèmes et préoccupations. Pour ce faire, Tebtebba s'efforce de rassembler les peuples indigènes pour qu'ils prennent en main la défense de leurs droits et les campagnes sur toutes les questions qui les affectent. Le terme 'Tebtebba' fait allusion à un processus de débat collectif et de présentation des divers points de vue, dans le but d'atteindre des accords et des positions communes, et de mettre en place des actions concertées.

No. 1 Roman Ayson Rd., 2600 Baguio City, Philippines
Tel. No. (63) 74 4447703/(63) 74 4439459 Fax. No. (63) 74 4439459
www.tebtebba.org

Le Syndicat des petits agriculteurs familiaux (Small and Family Farms Alliance) a été établie en vue de protéger les intérêts et les conditions de vie des petits exploitants agricoles au Royaume-Uni, en encourageant une meilleure compréhension de l'agriculture et de son importance au sein de la société, tant comme source de nourriture que pour le rôle multifonctionnel unique qu'elle joue en matière de protection de l'environnement, des paysages et de la biodiversité. Notre principal objectif est de promouvoir l'exploitation familiale, qui représente la meilleure option d'avenir pour une agriculture durable au Royaume-Uni, comme dans toutes les régions du monde. Pour atteindre ce but, nous travaillons en collaboration avec de nombreux partenaires, consommateurs, environnementalistes, artistes, ONG de développement, et bien d'autres. Nous établissons également des liens avec de nombreuses organisations paysannes dans le monde entier, agissant ensemble pour une meilleure connaissance des problèmes qu'affrontent l'agriculture mondiale et tous ceux qui en dépendent. Par le biais de la Coordination paysanne européenne (CPE), nous sommes membres de Via Campesina, le mouvement international paysan.

Lanuah, St Ewe, St Austell PL26 6ER, Cornwall, UK
Tel: +44 (0)1726 843210

La Plate-forme britannique sur l'agriculture et l'alimentation (UK Food Group) constitue un réseau unique d'expertise et d'expérience, composé de membres représentant les principales organisations nationales (Royaume-Uni) et internationales dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture. Les adhérents, de nature très variée et de plus en plus nombreux, comprennent des organisations de la société civile (OSC), telles que des organisations paysannes, de développement, de consommateurs, et de protection de l'environnement, qui partagent une préoccupation commune en ce qui concerne la sécurité alimentaire mondiale. En stimulant une prise de conscience quant aux tendances mondiales de l'alimentation et de l'agriculture, le UK Food Group entend promouvoir l'adoption de politiques durables et équitables en matière de sécurité alimentaire. Les principaux domaines d'action sont les politiques commerciales, l'agriculture durable et la réglementation des sociétés agro-alimentaires transnationales, par le biais de la recherche, d'efforts visant à accroître la prise de conscience, du plaidoyer et de la facilitation des échanges d'expériences Nord-Sud.

PO Box 100, London SE1 7RT, UK
Tel: +44 (0)20 7523 2369 Fax: +44 (0)20 7620 0719
Email: ukfg@ukfg.org.uk www.ukfg.org.uk

©International Institute for Environment and Development (IIED), 2006

Déni de responsabilité: les points de vue exprimés dans ce rapport n'engagent que leur auteur et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIED, de ses partenaires et des donateurs finançant les projets.

La Commission européenne a partiellement contribué au financement de la production de cet ouvrage. Les points de vue qui y sont exprimés n'engagent que les organisations responsables de cette publication et ne sauraient en aucun cas être interprétés comme reflétant la position officielle de la Commission européenne.

La reproduction d'extraits de cet ouvrage est autorisée dans un but non commercial, à condition que la source soit dûment indiquée, comme suit:

"L'Avenir de l'alimentation et des petits producteurs", Michel Pimbert, Khanh Tran-Thanh, Estelle Deléage, Magali Reinert, Christophe Trehet et Elizabeth Bennett (Éditeurs), Londres: International Institute for Environment and Development, Progressio, Tebtebba, Small and Family Farms Alliance et the UK Food Group.

Cet ouvrage est disponible au catalogue sur fiches de la *British Library*.

ISBN 1 84369 589 8

Impression: Russell Press, Nottingham, UK sur papier velouté Greencoat

Conception: Piers Aitman, www.piersaitman.co.uk

Illustration de couverture: Piers Aitman



Table des matières

1. Introduction	1
2. Points de vue sur l'avenir de l'alimentation et des petits producteurs	7
Quelle vision du futur ?	7
Qu'est-ce que l'agriculture et l'utilisation durables de la terre et de l'eau signifient pour vous ?	7
A quoi voudriez-vous que l'alimentation, l'agriculture et l'usage de la terre/de l'eau ressemblent dans l'avenir ?	11
Quelles valeurs, quelle éthique et quelle perception du monde guident votre propre vision de la nourriture, de l'agriculture et de l'usage de la terre/ et de l'eau ?	14
Qu'est-ce qui empêche les petits agriculteurs de réaliser leur vision ?	17
L'industrialisation de notre alimentation	17
L'absence de soutien public	18
L'encadrement scientifique et technologique	20
L'éducation	21
Le changement des perceptions	24
L'infrastructure	26
Que faut-il changer pour permettre aux petits agriculteurs de réaliser leur vision ?	28
Que faire et comment l'organiser ?	
Les initiateurs du changement : les petits agriculteurs familiaux ?	28
Les clés de la capacité à construire : partage du savoir et éducation critique	31
Avantage de dialogue entre agriculteurs	32
L'accès à la terre, à l'eau et aux autres ressources	34
La science, la technologie et l'innovation	35
Une nouvelle gouvernance grâce à des institutions alternatives	38
Remplacer la globalisation par la localisation	40
Repenser l'accès aux marchés	41
L'agriculture biologique, le mode de production le mieux adapté aux petits producteurs	42
Ambiguïté des standards des « meilleures pratiques »	43
Se tourner vers des solutions pratiques	45
Rassembler des études de cas	45
Une question d'attitude ?	45
Des agriculteurs en réseaux	46
Des services à l'environnement rémunérés ?	47
Accords internationaux et conventions	47
Un mouvement radical : le manifeste des petits agriculteurs	48
3. Regards sur le processus de la conférence électronique	51
Le comité de décision	51
Les modérateurs	52
La technologie de la conférence électronique : utilisation du système DGroups	52
Choix de la période et planification	53
Résumés de la conférence électronique	55
Qui a participé à la conférence électronique ?	55
Réflexions sur le processus de la conférence électronique	63
Evaluation des impacts	66
4. Encadrés et Tableaux	71
<i>Annexe 1. Ressources</i>	71
<i>Annexe 2. Participants</i>	73

Encadrés et Tableaux

Encadré 1	Les membres du comité de pilotage
Encadré 2	Les modérateurs de la conférence électronique
Encadré 3	Conférences électroniques pour l'élaboration des politiques : deux modèles d'innovation
Encadré 4	Combiner des discussions au niveau du village avec un réseau mondial de communication par l'Internet-exemples d'Amérique Centrale
Encadré 5	Evaluer les conférences électroniques et leurs impacts : une liste de questions possibles et d'indicateurs
Tableau 1	L'emploi du temps de la conférence électronique
Tableau 2	Les questions de la conférence électronique
Tableau 3	Inscription à la conférence électronique : Les souscripteurs par région et type d'organisation
Tableau 4	Le nombre des participants impliqués dans des activités liées à l'agriculture
Tableau 5	Participants actifs par région et par type
Tableau 6	Participants et niveau d'activité pour chaque groupe de questions
Tableau 7	Auteurs des contributions au groupe 1 de questions
Tableau 8	Auteurs des contributions au groupe 2 de questions
Tableau 9	Auteurs des contributions aux groupes 3 et 4 de questions

1



Introduction

Depuis près de cinquante ans, le discours politique néolibéral dominant a encouragé et justifié l'élimination des « petits producteurs alimentaires »¹ et des peuples indigènes qui vivent de la terre, dans les pays industrialisés comme dans les pays dits « en développement ». Ce processus de dépréciation et d'élimination des paysans est ainsi lié à la mise en œuvre d'un modèle de développement qui considère les communautés agraires et indigènes comme des éléments extérieurs à la modernité, et par conséquent, comme des « résidus » de l'Histoire, c'est-à-dire comme des groupes sociaux inévitablement condamnés à disparaître. Ce processus qui a débuté dans les pays industrialisés s'est plus récemment étendu aux agriculteurs et aux peuples indigènes dans les pays en développement, et ce, en particulier sous l'effet du déploiement des politiques économiques néolibérales.

Ainsi, à travers le monde, petits agriculteurs, pasteurs, pêcheurs et peuples indigènes sont de plus en plus contraints de s'éloigner de leur mode de vie habituel du fait d'un certain nombre de facteurs dont:

- l'imposition de modèles de développement néolibéraux et d'une technologie industrielle inadaptés pour l'alimentation, la pêche et l'agriculture. Cette imposition nie la légitimité des savoirs indigènes et de la conduite de systèmes de production écologiquement durables basés sur des institutions et des droits locaux ;
- l'extension de la libéralisation des marchés. Ce phénomène se traduit par le fait que les agriculteurs ne peuvent pas être compétitifs avec des produits alimentaires importés et qu'ils sont donc conduits à la banqueroute ;
- la chute des prix des produits de base, souvent causée par l'augmentation des approvisionnements qui a été encouragée par les politiques d'ajustement structurel de

¹ Par petits producteurs alimentaires, nous entendons les petits propriétaires paysans ou familiaux, éleveurs, pasteurs, pêcheurs artisanaux, agriculteurs ou travailleurs ruraux sans terre, maraîchers, peuples de la forêt et peuples indigènes, chasseurs et cueilleurs, entre autres petits utilisateurs de ressources naturelles pour la production alimentaire. Parmi les peuples indigènes qui vivent de la terre, certains sont agriculteurs alors que d'autres sont chasseurs et cueilleurs ou pasteurs.

la Banque mondiale et du FMI et qui est soutenue par les gouvernements occidentaux (voir par exemple l'augmentation de la production de café au Vietnam) ;

- le retrait des soutiens gouvernementaux au secteur agricole, retrait lié aux politiques d'ajustement structurel. Ce retrait rend par exemple les petits et moyens agriculteurs incapables d'accéder aux services gouvernementaux et de crédit ;
- l'introduction de standards de production agro-alimentaire qui ne peuvent pas être satisfaits par les petits agriculteurs, les pêcheurs et les pasteurs, ainsi que des règles internationales sur la propriété intellectuelle qui limitent la capacité des agriculteurs et des peuples indigènes à conserver et à échanger leurs semences.

Or, il existe des modes de développement alternatifs au néo-libéralisme et donc d'autres choix politiques possibles pour l'alimentation, l'agriculture, l'environnement. Par conséquent, la disparition et la dévalorisation des agriculteurs et des peuples indigènes ne sont pas inévitables. L'idée selon laquelle ils constituent des groupes sociaux condamnés à disparaître relève d'une certaine vision du futur et d'orientations politiques liées à des modèles théoriques, qu'il est possible de critiquer et de rejeter.

Le savoir, les priorités et les aspirations des petits agriculteurs sont rarement inclus dans les débats sur les politiques de l'avenir de l'alimentation, de l'agriculture et du développement. Lorsque les gouvernements décident de tenir des consultations publiques pour orienter leurs décisions, les experts des politiques concernées, comme les représentants des entrepreneurs agricoles et les compagnies agro-alimentaires sont habituellement au centre des débats, pas les petits agriculteurs ou autres citoyens. De la même façon, quand des groupes d'experts et des académies organisent des discussions pour fournir des informations nécessaires aux choix des décideurs, il est frappant que les voix des paysans, pasteurs, pêcheurs et peuples indigènes soient largement absentes. Le Forum électronique sur les « Nouvelles Directions pour l'Agriculture dans la Réduction de la Pauvreté »², organisé par le Département du gouvernement britannique pour le Développement International (DFID) en 2004 et le forum électronique sur « Pastoralisme, occupation et gestion des terres » organisé par l'Initiative sur le Bétail, l'Environnement et le Développement (LEAD)³ sont des exemples récents d'une tendance générale où les professionnels et leur savoir jouent un rôle disproportionné dans le cadre à donner et dans la légitimation des choix politiques arrêtés par les décideurs.

Comme modeste réponse à ce déficit démocratique, l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), Progressio (anciennement CIIR - l'Institut catholique pour les relations internationales),⁴ le Syndicat des petits agriculteurs familiaux (Small and Family Farms Alliance), le Centre international des peuples indigènes pour les politiques de recherche et d'éducation (Tebtebba) et la Plate-forme britannique sur l'agriculture et l'alimentation (UK Food Group) organisent une conférence électronique sur l'Avenir de l'alimentation et des petits producteurs. La conférence électronique a pour

2 Voir <http://dfid-agriculture-consultation.nri.org/themes.htm>

3 Voir www.virtualcentre.org/fr/ele/econf_02_faune/download.htm

4 Le 1er Janvier 2006, CIIR changea son nom pour Progressio, dans le but d'atteindre une nouvelle génération de sympathisants et membres potentiels avec son message d'espérance et de justice.

objectif premier d'impliquer les paysans indigènes et les petits agriculteurs familiaux, ainsi que les paysans sans-terre et les pêcheurs, tout comme leurs organisations représentatives. Un processus d'inclusion et un espace internet sécurisé ont été mis en place pour permettre aux exclus de faire entendre leurs voix, leurs analyses, leurs priorités sur l'avenir de l'alimentation, de l'agriculture, de l'environnement et du bien-être de l'homme. Les organisateurs ont également accueilli les contributions d'universitaires et d'analystes des politiques, avec un engagement social affirmé pour une écologie durable et pour le respect de la notion de justice dans le système alimentaire et l'usage des terres. Toutefois, la majorité des participants provenaient de communautés agricoles, de communautés indigènes et de pêcheurs. Ceci correspond à un accord passé entre l'IIED et des organisations de peuples indigènes et de paysans, du Nord et du Sud, lesquelles avaient exprimé le grand besoin d'une telle conférence électronique⁵.

La conférence électronique a été tenue en trois langues : l'espagnol, le français et l'anglais. Les objectifs du forum électronique de discussion étaient :

1. de déconstruire le discours dominant et de repenser l'alimentation, l'agriculture, l'utilisation de la terre et de l'eau en sortant des cadres conceptuels et des choix politiques dominants ;
2. d'encourager le dialogue et l'échange entre les peuples indigènes et les petits producteurs alimentaires dans les pays développés et dans les pays en développement ;
3. de se faire l'écho des souhaits prioritaires des petits producteurs alimentaires auprès des décideurs politiques sur des questions relatives à l'avenir de l'alimentation, de l'agriculture et de l'utilisation de la terre et de l'eau.

Les participants ont été invités à décrire les pratiques alternatives à la modernisation et à l'industrialisation de l'alimentation, de l'agriculture et de l'utilisation de la terre et de l'eau, ainsi que la rationalité qui y est associée par les agriculteurs et les peuples indigènes. Cette compréhension approfondie des mouvements alternatifs en milieu rural nous aidera à expliquer pourquoi il est fondamental de maintenir sur l'ensemble de la planète des agriculteurs et des peuples indigènes sur leurs terres, et ce, pour préserver une relation pérenne, équilibrée et bénéfique entre les sociétés et la nature.

Le forum de discussion électronique sur l'Avenir de l'Alimentation et des Petits Producteurs s'est tenu pendant dix semaines, du 14 avril au 1er juillet 2005. Lancé juste avant la

5 Entre 2001 et 2004, Dr Michel Pimbert, de IIED, a discuté de la nécessité d'adopter des processus plus inclusifs dans la formulation des politiques concernant l'avenir de l'alimentation et de l'agriculture avec divers peuples indigènes et groupes de petits agriculteurs en Indonésie, en Inde, en France, au Pérou, au Sénégal, aux Philippines et au Royaume-Uni.

6 La Commission pour l'Afrique a été lancée par le Premier Ministre Tony Blair en 2004 pour générer une action efficace et innovante pour l'Afrique. Les ressources naturelles, l'agriculture, la sécurité alimentaire et la gestion de l'environnement sont considérées comme clés pour la croissance et la réduction de la pauvreté et sont, dès lors, reconnues comme des thèmes importants pour le travail de la commission.

7 Le G8 signifie le "groupe des huit" nations. Il fut créé en 1975 quand le Président français, M.Giscard d'Estaing, invita les dirigeants du Japon, des Etats-Unis, de l'Allemagne, du Royaume Uni et de l'Italie à Rambouillet, près de Paris, pour discuter des problèmes économiques du jour. Le groupe s'élargit pour inclure le Canada en 1976 et la Russie en 1998. A la différence de beaucoup d'autres structures internationales, le G8 ne possède pas de structure fixe ou d'administration permanente. C'est au pays qui tient la présidence de fixer un agenda et d'organiser le sommet annuel du G8. Du 6 au 8 juillet 2005, le sommet du G8 a pris place à l'hôtel Gleneagles, dans le Perthshire, en Ecosse, sous la présidence du Royaume-Uni. Voir :www.g8.gov.uk

L'avenir de l'alimentation et des petits producteurs

Journée internationale des luttes des agriculteurs (17 avril 2005), la conférence électronique a été placée de façon stratégique entre les réunions de la Commission sur l'Afrique⁶ (mai 2005) et du G8⁷ (juillet 2005). Le forum électronique a inclus des participants de langue espagnole, française et anglaise, appartenant à 30 pays industrialisés et en développement. Les résultats de l'espace citoyen de délibération sur l'Avenir de l'alimentation et des petits agriculteurs sont décrits ici. La première partie de ce rapport présente un résumé détaillé des contributions des participants et de leurs recommandations au niveau des politiques. Le processus de la conférence électronique est décrit et analysé dans la seconde partie de ce livre : comment il a pris forme, avec qui, où, et avec quels impacts.

2



Points de vue sur l'avenir de l'alimentation et des petits producteurs

Cette section présente un résumé de toutes les contributions et réponses aux questions du forum électronique. Les commentaires des participants ont été résumés pour les trois langues (français, espagnol et anglais) et ont été synthétisés pour chacun des quatre groupes de questions posées (voir le tableau 2.2). Une sélection de citations des participants est aussi incluse ici.

Quelle vision du futur ?

Qu'est-ce que l'agriculture et l'utilisation durables de la terre et de l'eau signifient pour vous ?

Il y a un accord parmi les trois groupes de discussion à propos de la définition du concept « d'agriculture durable ». Cet accord se situe dans l'idée d'un équilibre nécessaire entre la société et la nature. L'eau, la terre et l'air peuvent être utilisés tant qu'ils sont respectés, non pollués, non épuisés et non détruits. « Préserver la biosphère est une condition requise pour maintenir toute forme de vie sur la Terre », affirme un participant français et Juan Godines et Lucila Blandon du Nicaragua sont d'accord sur l'importance de « l'équilibre de l'écosystème, où l'homme et la nature reçoivent un bénéfice mutuel ». Ils notent que nous avons besoin de tenir compte « de la continuité dans la gestion des ressources de façon à éviter des problèmes de carences en ressources dans l'avenir ».

Edgar Gonzalez Castro du Pérou se demande si le terme durabilité est un concept global ou un concept né au Nord. A la suite de quoi, il s'interroge sur la durabilité de la monoculture moderne dont le but premier est de faire de l'argent. Les systèmes traditionnels (sur des petites parcelles et sans produits chimiques de synthèse) qui « satisfont la subsistance et les besoins alimentaires de l'agriculteur et de sa famille » apparaissent comme plus intimement et naturellement liés aux concepts de durabilité. Il perçoit que les pays du Nord peuvent parler de durabilité seulement pour sauver leur conscience – conscience qui « devrait leur poser problème ». Il y a aussi la critique de l'agriculture d'entreprise qui détourne le terme « durabilité » en partie parce que sa définition est floue. Si elle y parvient, précise John Turner, ce sera « un moyen de continuer dans un monde de business masqué par de nouveaux habits ».

Les participants sont éloquents sur la manière avec laquelle l'agriculture représente pour eux beaucoup plus qu'un système de production alimentaire. A cet égard, il y a deux éléments importants et liés entre eux : celui relatif à la définition de l'agriculture et celui relatif aux paysages produits par l'activité agricole.

Ce terme [durabilité] est originaire du Nord et des pays occidentaux, du fait d'une profonde préoccupation relative à la détérioration des ressources naturelles utilisées dans la production alimentaire, principalement la terre et l'eau. Bien sûr, leur préoccupation est énorme et leur conscience doit les travailler, surtout s'ils en ont une, puisqu'ils utilisent et continuent à utiliser de grandes quantités d'agrototoxiques [...], c'est-à-dire de la haute technologie dans ce que l'on appelle les packs technologiques qui, de fait, détruisent la nature et les ressources naturelles [...] Mais, le résultat apparaît seulement après 40 ans de révolution verte. La proportion de gens pauvres dans le monde a augmenté et ceux qui étaient déjà pauvres le sont plus qu'avant en particulier les petits producteurs du tiers monde et ce, bien évidemment, du fait des difficultés qu'ils rencontrent et des limites qu'on leur impose pour rentrer pleinement dans le marché.

[Ma vision du futur est] une agriculture « traditionnelle » dont l'objectif est de satisfaire l'alimentation et les conditions de vie des agriculteurs et de leurs familles, plus que de générer un profit et une accumulation de richesses. Cette idée est centrale parce que la petite agriculture n'utilise pas de larges portions de terres. L'enjeu dans tout cela est que les agriculteurs concernés et leurs familles ont une variété de cultures pour assurer leur repas et pas pour accumuler ou générer de la richesse. Les petits agriculteurs fertilisent leurs cultures avec des engrais naturels en utilisant ce qu'il est possible d'utiliser de leur bétail. Le labour et le retournement de la terre sont réalisés au minimum. Les semences pour chaque espèce et variété sont sélectionnées, gérées et semées par toute la famille. Ils plantent ce dont ils ont réellement besoin en tenant compte des réelles capacités de leurs parcelles de terre. Ils font des rotations de terre et de cultures et contrôlent les nuisibles et les maladies par la voie biologique. Ils font constamment des rotations des terres et des cultures et combinent différentes cultures. Ce système a été utilisé depuis des milliers d'années dans la petite agriculture indigène traditionnelle andine. Il est encore utilisé aujourd'hui et continue à servir l'objectif de mise en œuvre de modes de vie locaux durables. Et si le terme « durable » signifie un système d'agriculture qui dure longtemps sans besoin de beaucoup de changements et qui satisfait les besoins familiaux, alors je soutiendrai ce modèle.

Edgar Gonzales Castro, Pérou

En termes de « durabilité humaine », il y a des éléments communs aux trois débats autour de l'équité, de l'accès et des droits.

Pour les petits producteurs d'Amérique centrale, l'agriculture durable est « une tradition familiale qui a permis à nos parents de nous élever et qui nous permet à nous d'élever nos enfants ». C'est « un moyen de garantir le panier alimentaire de base pour nourrir ma

famille » et cela « pourrait être l'élément crucial pour le développement d'un pays ». Cela étant, l'agriculture n'est pas juste une activité économique mais elle fait partie intégrante de l'ensemble de la vie des petits producteurs. Elle est une activité profondément connectée à leur culture et à leur histoire. Comme activité de subsistance donc, l'agriculture construit un lien direct entre la production alimentaire et la santé ou le bien-être des producteurs – un lien qui est de loin plus immédiat et tangible que là où l'agriculture est simplement un moyen de gagner de l'argent. Julio Lopez Poso du Nicaragua a précisé à ce propos « qu'il y a deux sortes d'agriculteurs : ceux qui en profitent par le biais des exportations agricoles et de l'aide des crédits offerts par le gouvernement et les banques et ceux parmi nous qui se contentent de vivre de cette activité ».

Quand nous avons commencé, 300 d'entre nous étaient producteurs mais en ce moment seulement 80 d'entre nous participent à la coopérative. A la fin, la seule chose à dire est que notre vision du futur est difficile à mettre en œuvre quand la pauvreté est un facteur si important dans notre communauté à faible revenu. Quand le producteur entend le mot « bénéfice », il ne peut penser à un environnement de bien-être mais plus à un revenu monétaire de base.

Juan Sui Godines, Nicaragua

La production alimentaire durable devrait aussi être associée avec la santé et le bien-être des gens : « Lorsque la population devient plus âgée et que les préoccupations liées à la santé et au bien-être deviennent plus importantes, [...] les aliments doivent être libres de produits cancérigènes et d'autres [éléments qui pourraient causer] des effets défavorables à la santé » affirme Peter Ooi de Thaïlande.

[...] Du point de vue économique d'abord, ces familles donnent une large priorité à l'autonomie sous toutes ses formes : autoproduction des rations animales, maintien de la fertilité, alimentation familiale, outillage, énergie... Beaucoup d'achats sont évités grâce à la mobilisation des ressources de l'exploitation. Ainsi, toutes ces familles sont autonomes pour leur consommation de viande et d'œufs. Les trois quarts des légumes consommés sont autoproduits (les fruits et les produits laitiers le sont en quantité variable selon les goûts familiaux et la main-d'œuvre disponible). Toutes sont autonomes pour le chauffage, et dans une certaine mesure pour le bois d'œuvre, à travers la mobilisation de ressources forestières presque systématiquement présentes sur les exploitations, et soigneusement renouvelées par des replantations de génération en génération. [...]

Du point de vue social, la plupart des analystes reconnaissent à cette forme d'agriculture la vertu de procurer toit, nourriture et statut social à ceux qui s'y consacrent, atout déterminant dans le contexte de fort chômage et d'incertitude économique du pays. Elle est ainsi tantôt louée, tantôt accusée, d'absorber une proportion du chômage ainsi cachée, à travers une main-d'œuvre parfois qualifiée de pléthorique. C'est oublier qu'être paysan n'est pas une profession mais avant tout un statut social. [...]

Du point de vue écologique enfin, les qualités de cette petite agriculture familiale polonaise méritent d'être soulignées et détaillées. Elle se caractérise principalement par la partition de l'exploitation en quatre espaces fixes : terres arables, prairies permanentes (consacrées soit au foin, soit au pâturage), jardin vivrier et forêt privée. Sur les terres arables, des rotations généralement quadriennales font alterner plantes sarclées, céréales et légumineuses : les fertilisants organiques (fumier composté dans la majorité des cas) apportés en tête de rotation bénéficiant l'année suivante à une céréale exigeante, l'année d'après à une céréale plus sobre. Une culture intermédiaire de légumineuse (ou, selon les ressources en fumier, une fourragère sarclée et fumée type rave), qui complète la ration protéique (ou énergétique) du bétail tout en régénérant les réserves d'azote du sol, permet la culture d'une troisième céréale en dernière année de rotation. L'usage de fertilisants minéraux est restreint ou nul, selon les moyens financiers disponibles pour leur achat et les ressources en fumier. Outre une excellente complémentarité entre élevages et cultures, à travers des transferts réciproques de fertilité (grâce au fumier) et de nourriture (les rations animales sont auto produites par l'exploitation dans leur quasi-totalité), ces rotations permettent de limiter fortement ou d'éviter les traitements phytosanitaires grâce à l'alternance fréquente des cultures.

Catherine Darrot – L'agriculture familiale polonaise est durable

Ainsi, l'agriculture durable favorise « des pratiques [...] privilégiant la complémentarité entre productions animales et cultures (échanges de fertilité/nourriture), la fertilisation organique, les rotations et associations culturales mutuellement positives, des interventions douces et limitées au niveau du sol afin d'en respecter la vie microbienne. » Elle utilise des variétés locales afin de valoriser la diversité de leurs capacités et valeurs agronomiques (résistance aux maladies, période de production, diversité des produits) et de leurs propriétés nutritives. Ces variétés non commerciales préservent l'autonomie du producteur.

Qui dit vie, dit eau et terre, éléments essentiels à part l'air pour vivre. L'agriculture a commencé à exister en combinant ces éléments, pour faire durer la vie plus longtemps, en l'améliorant sans cesse. De l'agriculture vivrière, par conséquent plus autonome et économe puisque restreinte en lieu et nombre, de cette fonction purement nourricière on est passé à la fonction "marchandisation". [...] Puis la mondialisation, grand mot qui pourrait évoquer les découvertes, les échanges, est devenue vecteur d'esclavagisme, de concurrence, de spoliation, d'exploitation (non pas que l'exploitation n'ait pas toujours existé, je fais des raccourcis très rapides). Et la folie des grandeurs, du toujours plus s'est emparée du monde. Et là l'eau, la terre ne sont plus devenues des éléments essentiels pour vivre, mais des accessoires pour des profits et des parts de marché. La notion même de nourriture ne compte plus, les paysans (ou paysannes) eux mêmes perdaient la notion de droits et de devoirs, de respect de soi, de son travail, des autres, de l'eau et de la terre. [...]

Chantal Jacovetti – Eau et terre

Comment souhaiteriez-vous que l'alimentation, l'agriculture et l'utilisation de la terre et de l'eau évoluent dans l'avenir ?

« Si nous sommes honnêtes avec nous-mêmes et réfléchissons sur la bonne agriculture durable pratiquée au cours des 5000 dernières années et examinons la soif pour l'argent qui a rendu l'agriculture non soutenable, cela sera peut-être un bon point de départ pour penser autrement l'avenir », écrit Peter Ooi.

La plupart des maladies de la technologie moderne sont liées au fait que les agriculteurs ne comprennent pas ce que sont l'utilisation durable de la terre et la nécessité de conserver l'eau pour optimiser l'agriculture. Nous construisons des canaux d'irrigation pour alimenter le mythe de l'excès d'eau qui pousse les nutriments loin du sol et qui favorise les marécages ?. En conséquence, je pense que l'agriculture durable devrait être intégrée dans l'éducation de l'agriculteur et pas des semences sélectionnées dans une logique de diffusion de la technologie et des intrants externes, du haut vers le bas. Les besoins pour la recherche agricole, pour les activités des groupes de fermiers, pour les processus de découvertes des agriculteurs et pour le respect de l'innovation des agriculteurs et du savoir traditionnel agricole devraient être prioritaires. Seulement et seulement alors, pouvons-nous espérer que l'utilisation de la terre et de l'eau commence à avoir un impact sur l'agriculture durable comme élément à part entière des moyens d'existence des agriculteurs.

Peter Ooi – Vision du futur

Marcial Lopez, un agriculteur du Nicaragua (interviewé par Elisabet Lopez (Progressio) dans le cadre d'une série d'ateliers de travail conduits en Amérique centrale en avril 2005 pour permettre aux paysans qui n'ont pas accès à Internet de donner leurs points de vue) explique que sa vision de l'agriculture ne peut pas être celle d'une campagne qui serait dépourvue de diversité et vide de paysans et de petits producteurs. L'agriculture doit inclure un système dans lequel « des familles paysannes sont présentes, le rôle des femmes et de la famille est présent et dans lequel on trouve une production abondante, diversifiée et organisée ». La monoculture et les systèmes d'agriculture traditionnelle doivent fonctionner ensemble.

Godines et Blandon ont remarqué que l'utilisation durable des ressources (l'eau par exemple) ne peut pas être séparée de celle du reste de l'écosystème. C'est la raison pour laquelle nous avons besoin d'appréhender et de comprendre la notion de durabilité dans une perspective intégrée et globale et « de construire des fermes humaines en ayant conscience du besoin de bien prendre soin de l'écosystème dont nous faisons partie ».

Les idées de respect de la nature et de la terre sont proches des valeurs de tradition et de savoir traditionnel. Il y a une préoccupation commune à l'ensemble des participants au forum à propos de la perte du savoir traditionnel à la campagne – indiquant peut-être un manque de confiance dans la pratique courante, idée développée par Pippa Woods : « Le progrès doit être envisagé avec précaution et les nouvelles idées doivent être bien testées avant d'être largement adoptées. »

Hans von Essen, un conseiller agricole suédois ayant une expérience de travail avec le mouvement d'agriculture biodynamique, parle quant à lui de « développer la ferme comme un tout ». Cette idée holistique consiste à comprendre ce qui est spécifique à une ferme et à un agriculteur, et de trouver des correspondances entre les deux : « La ferme devient comme une individualité en elle-même et un dialogue s'établit entre l'agriculteur et la ferme. »

[...] Il y a en Europe de plus en plus de liens prouvés entre pesticides / augmentation des cancers, leucémies et ce, directement chez les populations d'agriculteurs, utilisateurs de ces intrants chimiques. [...] Le développement d'une agriculture durable, voir soutenable, apparaît aujourd'hui comme une nécessité, c'est tout simplement l'avenir de la vie (donc l'humanité aussi) qui est en jeu et ce à moyen terme ! L'agriculture industrielle a amené avec elle une vision du vivant unique, fondée sur la technique et la "maîtrise" ; elle a fait des paysans des gérants d'intérêts pétrochimiques, les coupant peu à peu du monde qui les entoure.

Jean-Jacques Mathieu – L'agriculture durable, c'est l'avenir !

Hetty Selwyn de Farmers' Link s'inquiète à propos des implications du système sur les agriculteurs. « En voyageant dans différentes régions du Royaume-Uni, j'ai construit une vision de l'agriculture qui cherche à impliquer le point de vue des gens. Nous avons relégué les agriculteurs dans des situations d'isolement et de pratique d'un labeur sans avenir. » Elle souligne le besoin de repeupler la campagne avec des communautés locales bien vivantes. (Farmers' Link essaie de promouvoir une utilisation respectueuse de la nature qui peut conduire à faire exister des systèmes divers biologiquement dans lesquels les gens peuvent vivre).

En voyageant au Royaume-Uni, ma vision de l'agriculture cherche à impliquer le point de vue des gens. Nous avons autorisé la campagne à devenir un espace avec d'énormes champs entrecoupés par des rubans de macadam (au bénéfice de qui ?). Nous avons relégué les agriculteurs dans des situations d'isolement et de pratique d'un labeur sans avenir. Bien que de nombreuses personnes vivant dans les villes semblent être peu motivées pour cuisiner pour elles-mêmes et encore moins pour produire leurs aliments [...] de nombreux habitants au Royaume-Uni désirent accéder à un lopin de terre et avoir un lien avec un environnement plus naturel que des bureaux remplis de papiers et autres lieux de travail et de détente avec chauffage central. L'expérience et le plaisir de cultiver et de manger des produits fabriqués « maison » devraient engendrer une meilleure appréciation des difficultés de l'activité agricole. Alors que le MST mène des actions pour la réforme agraire au Brésil, je me demande s'il n'est pas urgent de faire la même chose ici au Royaume-Uni. Car la campagne peut devenir un espace inhospitalier avec une agriculture industrielle offrant peu de soins ou de nourriture aux animaux et aux hommes mais avec de l'attention, elle peut produire quelque chose de différent et de bourdonnant comme la vie.

Hetty Selwyn, Farmers' Link – Plus de gens dans la campagne britannique

En écho à Hetty Selwyn, Pippa Woods précise que « les aliments doivent être commercialisés à un prix de vente qui permette aux paysans de vivre décemment relativement aux efforts fournis et de manière équitable avec leurs voisins (ce qui signifie mettre fin à l'OMC !). Toutes les communautés doivent reconnaître l'importance capitale des producteurs d'aliments ». Thomas Gunnarson apporte un autre point de vue : « Je suis un fermier suédois soumis à de telles taxes qu'il m'est impossible de vivre de cette activité. »

[Ma vision du futur est] une vision qui repose sur la communauté, décentralisée et relocalisée, qui priorise une autosuffisance alimentaire au niveau régional, qui satisfait les besoins de subsistance de la famille, qui respecte la souveraineté alimentaire, qui valorise les savoirs indigènes, qui maintient l'intégrité écologique et restaure la biodiversité originelle, qui retire du marché des arrangements contractuels et des constructions aliénantes liées aux droits de propriété afin de réintroduire de la culture dans l'agriculture par le respect des traditions humaines et des pratiques agricoles et alimentaires variées.

John Edward Peck, États-Unis

Il y a un besoin réel pour une plate-forme ou un espace pour promouvoir une recherche conduite par les agriculteurs, des processus d'apprentissage par les agriculteurs eux-mêmes et pour respecter les innovations des agriculteurs et les savoirs indigènes. « L'agriculture durable devrait être intégrée dans l'éducation de l'agriculteur et pas dans les semences dans une logique de diffusion de la technologie et des intrants externes, du haut vers le bas », précise Peter Ooi. « Le respect des paysans et de leur rôle de pourvoyeurs d'aliments, de fibres et de matériaux de construction doit être renforcé par des services et un soutien externe concomitant. »

L'alimentation et l'agriculture pour ces communautés sont une manière de survivre avec dignité et espoir. Et c'est ce qui façonne leur agriculture et leurs systèmes alimentaires. Dans les dernières années, nous avons assisté à une tragédie ininterrompue, celle des milliers d'agriculteurs se suicidant parce qu'ils s'étaient éloignés de ce type d'agriculture et avaient chassé un mirage. Leur nombre est effrayant. Près de 5000 agriculteurs se sont suicidés dans la seule province de l'Andhra Pradesh [l'AP est l'une des 25 provinces en Inde] dans les cinq dernières années ou donc, ont été incapables de porter le fardeau d'une agriculture « non traditionnelle ». Ce schéma est équivalent aux 70 % de tous les morts liés au Tsunami en Inde. Alors que le Tsunami a créé une clameur de haro nationale, les suicides d'agriculteurs n'ont pas eu le moindre écho. Par conséquent, ma vision du futur de l'alimentation et de l'agriculture est simple : une agriculture qui n'est pas dépendante des intrants extérieurs, qui s'auto-entretient et qui peut apporter de multiples sécurités aux gens – multiples en termes d'alimentation, de fourrage, de sources d'énergie, de fibres, de nutrition, de moyens d'existence et de sécurité écologique. C'est le concept de Récolte de la vérité (Crops of Truth) qui correspond à ma vision idéale de l'avenir de l'alimentation et de l'agriculture. Une agriculture qui peut se soutenir elle-même, qui est en mesure de résister à toutes les hostilités, qui n'a même pas

besoin de pluies et qui apporte une alimentation extraordinairement diversifiée et goûteuse à la population. Un système agricole puissamment indépendant qui peut donc être complètement autonome. Un système qui rejette le néocolonialisme néolibéral pour l'ensemble du système alimentaire à l'échelle mondiale.

PV Satheesh, Inde

Quels sont les fondements éthiques, les valeurs et le point de vue sur le monde qui guident votre vision de l'alimentation, de l'agriculture et de l'utilisation de la terre et de l'eau ?

Peter Ooi soutient que « l'alimentation et l'agriculture doivent reprendre leur place légitime au centre de notre culture et de notre communauté au lieu d'être uniquement perçues comme des marchandises quelconques ».

Il y a une croyance commune parmi les participants, croyance qui affirme que le commerce international et l'industrie agro-alimentaire moderne ont nié que le potentiel agricole pouvait répondre aux conditions locales et pouvait permettre aux gens de vivre. La souveraineté alimentaire est une issue essentielle pour les participants au forum électronique. Les politiques nationales devraient protéger correctement leurs propres agriculteurs et leurs marchés internes. Mais cela est rarement réalisé aujourd'hui.

Au Népal, notre collègue Laxmi Prasad Pant est alarmée par le changement des mentalités à propos du statut des paysans et de l'autosuffisance dans son pays. Laxmi explique qu'au Népal, l'agriculture est aujourd'hui considérée comme le dernier des moyens d'existence car c'est la profession la moins respectée. Ceci a conduit à s'interroger de la manière suivante : « Quelles approches sont nécessaires pour rétablir le respect pour l'agriculture paysanne ? » Il est facile de voir comment le problème s'est installé. « A la campagne, beaucoup de richesses sont produites mais ceux qui génèrent ces richesses (les petits agriculteurs et les ouvriers agricoles) sont ceux qui en profitent le moins », explique Julio Palacio au Nicaragua. Les agriculteurs, ajoute-t-il, sont « dans les mains des traders ou des coyotes qui les dévorent ».

« Si les systèmes alimentaires et agricoles ne sont pas sous le contrôle des communautés, ils sont insoutenables », précise Periyapatna Satheesh (Inde). C'est seulement lorsque les communautés locales ont le contrôle de la production agricole que la souveraineté alimentaire peut être assurée. Hans von Essen croit que le point de vue éthique le plus important est de respecter l'identité et les processus locaux liés à la connaissance. Seul des processus sociaux locaux et enracinés peuvent créer des systèmes durables et les efforts doivent être faits pour prévenir ces systèmes de la destruction par des pratiques de corruption qu'elles soient locales, nationales ou internationales. Selon John Turner, « l'alimentation, l'agriculture et les ressources limitées (incluant l'utilisation de la terre et de l'eau) ont une valeur qui ne devrait pas être compromise par des considérations économiques à court terme ».

« Ma vision de l'avenir de l'alimentation et de l'agriculture est donc simple », explique Satheesh. : « Une agriculture qui ne dépend pas d'intrants externes, capable de s'auto-régénérer, et pouvant assurer une sécurité multiple aux personnes qui la pratiquent. Cette dernière se définit en termes d'aliments, de fourrage, de source d'énergie, de fibre, de nutrition, de moyens d'existence et de sécurité écologique. »

Fondamentalement, l'agriculture consiste à mettre au profit de l'Homme et de tous les hommes, les éléments naturels présents sur la terre. C'est donc la nature qui nous nourrit. Il s'agit ainsi pour l'agriculteur de profiter de ce qu'offre la nature en l'appriivoisant tout en la respectant. Ainsi pour répondre à nos besoins alimentaires de façon durable, il convient d'assurer la production agricole elle aussi de façon durable. L'agriculture durable est fondée sur une production socialement vivable et enviable, économiquement viable et agro écologiquement saine. Il s'agit donc de renouer le lien des hommes avec leur Terre mère nourricière, en pratiquant une agriculture en équilibre avec les éléments naturels. Elle doit être économe et respectueuse des ressources naturelles. [...] Notre alimentation doit permettre avant tout de répondre à nos besoins physiologiques (ni trop, ni trop peu). Aujourd'hui encore, 843 millions de personnes dans le monde souffrent de la faim (malnutrition ou sous-nutrition) dont les trois-quarts sont des paysans. Le premier enjeu est donc de répondre aux besoins physiologiques de la population mondiale par l'accès à une alimentation en quantité et en qualité suffisantes, le partage des ressources naturelles, la pratique d'une agriculture durable basée sur des règles de marché équitables. Notre alimentation est aussi fondée sur des aspects culturels agricoles et culinaires. Il convient de conserver ces aspects culturels par le respect de l'autre dans sa différence en fonction de ses croyances et ses habitudes alimentaires. C'est ce qui contribue à la richesse culturelle de notre planète. [...]

Jean-Baptiste Pertriaux – Vers une agriculture durable

Le rôle de l'agriculture dans les politiques et le développement d'un pays est souligné par de nombreux participants d'Amérique centrale. C'est pourquoi, soulignent ces mêmes participants, nous ne pouvons pas discuter de l'alimentation et de l'agriculture sans tenir compte du rôle plus large de ce « secteur » dans le développement national.

Evidemment, nous ne pouvons pas espérer que nous allons nous diriger vers un monde complètement "paysan" parce que nous avons encore besoin de la production de tabac dans l'Esteli (Nicaragua), production qui génère un grand nombre d'emplois. Nous ne pouvons pas dire que nous allons éliminer la monoculture mais cela devrait être fait dans le contexte de la planification, de l'organisation de la politique de production. Ce n'est pas comme maintenant où il n'y a pas de politique qui soit orientée vers le soutien de processus productifs.

Marcial Lopez, Nicaragua

Suite à la question sur la vision du futur, la réponse la plus commune a été de dire que la production alimentaire devrait être biologique et saine. De plus, les participants précisent qu'ils veulent une production alimentaire qui soit soutenue par l'Etat et reconnue comme une part importante du développement socio-économique du pays. Les participants ont observé que la migration des paysans d'Amérique centrale vers les Etats-Unis et les autres pays riches est liée à l'état du secteur paysan et au manque de soutien pour les petits producteurs.

Il apparaît un énorme problème, la manière dont les petits producteurs qui veulent – ou qui ont besoin de – participer au marché national et global, pourront le faire sans porter préjudice aux valeurs avec lesquelles ils pratiquent l'agriculture. Les collègues du Nicaragua interviewés par Aldea Global disent que « cette culture [qui utilise les agro toxiques] est pour partie liée au besoin de rendements de la grande agriculture ce qui ne signifie pas malgré tout que la qualité soit assurée ».

De nombreux participants d'Amérique centrale ont expliqué la nécessité que le gouvernement crée un futur plus sécurisé pour les paysans et permette aux paysans de s'engager dans le marché pour faire face aux produits importés du Nord et subventionnés par l'Etat. Les paysans nicaraguayens se sentent dépassés par les multinationales qui « prennent possession de la production des petits producteurs à des fins commerciales ».

Cependant, partant d'un autre point de vue, Franck Tondeur (qui travaille pour Progressio dans le cadre de l'Union nationale des fermiers et des propriétaires de Ranch, UNAG en Esteli), remarque que « le petit producteur est le seul au monde qui, dans un système agro-écologique, peut concurrencer le marché international et personne ne peut détruire ceci à partir du moment où ce petit producteur est organisé dans le but de commercialiser sa propre production ». A condition qu'il soit organisé avec d'autres. Ce point de vue est peut être un peu radical. Mais si l'on doit déconstruire le discours dominant et repenser l'alimentation et l'agriculture ainsi que l'utilisation de la terre et de l'eau en dehors des cadres de référence conventionnels, nous devons mettre l'accent sur les idées radicales. Ainsi, la question de l'organisation (ou du manque d'organisation) comme facteur clef pour l'avenir de l'agriculture durable est souvent mentionnée par les participants.

Le rôle des petits producteurs est encore renforcé par l'observation de Marcial Lopez (mentionné ci-dessus) lorsqu'il dit que le système de monoculture (la culture du tabac par exemple) doit co-exister avec l'agriculture paysanne pour assurer le développement de l'ensemble du pays. La question est comment réaliser une union harmonieuse entre ces deux types d'agricultures.

Qu'est-ce qui empêche les petits producteurs d'accéder à leur vision de l'avenir ?

La plupart des retours venant des trois groupes linguistiques montre que les gouvernements ont le pouvoir de rectifier la plupart – cependant pas l'ensemble – des contraintes qui pèsent sur les petits producteurs. Tant que les gouvernements continueront à soutenir l'industrialisation des systèmes alimentaires et à travailler main dans la main

avec les multinationales, ils travailleront contre leurs petits producteurs. Il y a un manque de politiques nationales qui supportent les producteurs ruraux et investissent de l'éducation à la mise en œuvre d'infrastructures et à la protection de l'environnement, et quelques politiques qui travaillent directement contre eux.

L'industrialisation de l'alimentation

Selon les participants au forum, l'agriculture moderne — telle qu'elle est promue par les organisations nationales et internationales – ne reconnaît pas la valeur non financière de l'alimentation et de l'agriculture. Pippa Woods du Royaume Uni souligne le fait qu'il y a de moins en moins d'argent qui va à la production alimentaire, et de plus en plus à la vente et la transformation de produits agricoles en aliments emballés.

La science et la technologie ont rendu la production alimentaire à grande échelle si facile qu'il y a plus de produits alimentaires dans le monde qu'il y a de population qui peut se l'offrir. L'OMC, supportée par toutes les nations puissantes, refuse que les pays protègent leurs agriculteurs de l'exclusion du marché en important des produits alimentaires peu chers. Ce qui apparaît, c'est que pour produire des biens alimentaires, il faut du capital. Si vous pouvez vous offrir d'énormes machines, vous n'aurez pas besoin de payer – d'employer – beaucoup de gens. Si cette production alimentaire à grande échelle entraîne des problèmes de nuisibles et de maladies, les scientifiques trouveront une solution chimique. L'un des problèmes est qu'il n'y a pas de recherches pour savoir comment produire des biens alimentaires dans une voie plus durable, c'est-à-dire sans produits chimiques et autres d'intrants. Qui va soutenir une recherche qui se passe de dépenses relatives aux produits chimiques ou aux méthodes sophistiquées de production qui serait capable de produire à grande échelle avec peu de travail ?

Pippa Woods, Royaume Uni – Family Farmers

« La recherche de hauts rendements n'a pas apporté un bénéfice global pour tous », remarque Hetty Selwyn de Farmers' Link. Au contraire, cela a produit du gaspillage, permettant le transport d'aliments sur des marchés déjà saturés, laissant d'autres régions dans le besoin.

Les ingénieurs "globaux" comme l'OMC et la Banque mondiale ont limité la capacité des petits producteurs à se développer. Le développement technologique entraîne une réduction du travail, liée à des pratiques censées simplifier l'organisation du travail, au lieu d'introduire des systèmes de cultures complexes. Les investissements requis pour les OGM, les grands barrages ou l'irrigation par exemple dépassent de loin les coûts des solutions techniques développées par les communautés elles-mêmes – ces derniers étant favorisés par ceux qui ont le pouvoir.

Hetty Selwyn, Royaume Uni – Farmers' Link

Ses réflexions font écho à celles d'autres participants. Pippa Woods répond à la question « Qu'est-ce qui empêche les petits producteurs d'accéder à leur vision de l'avenir ? » de la manière suivante : « L'OMC et l'avidité pour l'argent ainsi que le pouvoir des grandes multinationales. C'est vraiment déprimant de constater que nos gouvernements ne s'intéressent qu'à l'argent. » John Turner regrette que sous la « définition étroite de valeur », l'agriculture est dévalorisée par rapport à la « valeur ajoutée » du secteur des services ». Hans von Essen est d'accord avec cela : « Le monde est devenu le lieu du culte de l'argent ».

Au Royaume Uni, les gouvernements et les politiques parlent de l'agriculture en termes de contribution au PIB (produit intérieur brut) et à l'emploi. Avec les pressions économiques auxquelles sont confrontés les agriculteurs, la mécanisation continue à destituer le travail manuel. De manière similaire, la quête continuelle d'une alimentation bon marché (au moins pour les produits bruts) et le processus concomitant d'augmentation du profit par les transformateurs et les grossistes, signifient que sous la définition étroite de "valeur", l'agriculture est dévalorisée par rapport à la "valeur ajoutée" du secteur des services. Une telle interprétation est clairement défectueuse lorsque l'on estime la définition de la valeur en termes plus larges et alors le mythe se perpétue sans être remis en cause.

John Turner, Royaume Uni

L'absence de soutien public

L'absence d'aide gouvernementale a souvent été mentionnée dans toutes les régions. Un exemple simple mais éloquent de ce qui pourrait se passer si le gouvernement mettait plus d'argent dans les campagnes, est présenté par Evelia Rodrigues Duarte : « Julio a travaillé dans sa ferme pendant 28 ans. Comment a-t-il survécu à des prix agricoles si faibles ? Comment est-ce possible qu'il n'ait pas eu à aller travailler comme ouvrier agricole ? Ou qu'il n'ait pas vendu sa ferme et émigré ? Donc, s'il a pu survivre dans un contexte si difficile, imaginez ce qui aurait pu se passer s'il avait eu un petit peu d'aide du gouvernement,- une aide qui lui aurait permis de mieux vendre ses produits sur le marché, de produire plus avec des technologies meilleures, et une aide qui lui aurait permis également de revendiquer un prix de vente plus juste pour sa production. »

Les gouvernements sont peu fiables et irresponsables. Cette situation est exacerbée par la dimension incertaine du marché et ensemble, ces facteurs rendent les petits producteurs incroyablement vulnérables. Ram Chandra Khanal du Népal écrit que les petits producteurs sont généralement les plus affectés par les limites du marché, les grèves de transport, les sécheresses ou les inondations. « Si quelqu'un n'a pas de pouvoir, il/elle sera toujours relégué(e) à la périphérie et dépourvue de toute opportunité de s'en sortir. »

Hetty de Farmers' Link est d'accord avec l'idée d'une lutte pour le pouvoir où « les entreprises auront à faire face à la réalité d'un système alimentaire basé sur l'utilisation importante des intrants très énergétiques, de telle sorte que les gens qui veulent

utiliser les ressources de manière prudente ne pourront continuer à le faire. » L'OMC est encore une fois associée au problème de la lutte pour la survie des petits producteurs.

Le manque d'engagement des gouvernements a également de graves conséquences sur l'environnement. Marcial Lopez du Nicaragua décrit le problème avec l'Etat (le gouvernement) comme suit : « [Nous avons] un Etat qui fait le minimum et souvent avec des serviteurs civils et des techniciens experts qui viennent juste d'arriver ce qui signifie qu'ils agissent plus pour défendre leur travail qu'avec une vision planifiée de la protection des ressources naturelles. » Les impacts du libre accord sur le commerce d'Amérique centrale (CAFTA) et la globalisation sur l'environnement sont aussi mentionnés par Juan Godines du Nicaragua (interviewé par l'ONG Aldea Global). Il explique comment chaque jour, il devient plus difficile d'être dans la compétition du marché global où « l'importance de la protection de l'environnement comme stratégie à long terme a été perdue ».

Les petits producteurs n'affrontent pas les politiques afin de faciliter leur processus de production, seulement les obstacles à chaque changement. Il n'y a pas de politique qui leur permettrait de produire avec des taux de taxes plus bas par exemple. Il n'y a pas de politique qui leur apporterait un support adapté à leur production, en leur donnant accès à l'information, aux évaluations des itinéraires de production, des technologies... Le gouvernement ignore tout cela.

Premièrement, le gouvernement nicaraguayen se laisse guider par les institutions comme le Fonds monétaire international. Ensuite, il n'a pas de vision sur le long terme, recherchant à construire nos propres capacités et à les étayer. Le gouvernement donne juste la voie à suivre et les forces du pays sont totalement négligées. Ils ont l'idée que les solutions viendront de l'extérieur. Ils pensent que tout ce qui est proposé par des consultants extérieurs ou des experts nicaraguayens, doit être bien. Par exemple, ils divisent les agriculteurs en groupes selon ce qu'ils produisent – producteurs de viande par exemple – et ils oublient que la plupart des agriculteurs produisent un peu de tout. Donc ils ignorent la réalité, ils ne cherchent pas à construire sur cette diversité et il n'y a pas de marché ou de support local pour ces processus...

Il n'y a pas de programme gouvernemental pour soutenir l'ensemble du processus d'expérimentation des petits agriculteurs, avec l'objectif de développer nos propres technologies locales et de comprendre les besoins réels des gens : la germination précoce des semences, par exemple ou la résistance des semences à la sécheresse ou aux nuisibles et aux maladies. Les petits producteurs ont gardé en vie un nombre incroyable de semences originelles qu'ils ont conservées et améliorées. Mais il n'y a pas de soutien de l'Etat pour cela. L'Etat soutient seulement ce qui vient des centres de recherche à l'extérieur du Nicaragua.

Marcial Lopez, Nicaragua

L'encadrement scientifique et technologique

Selon les dires des participants au forum, les technologies utilisées dans l'agriculture moderne servent uniquement à industrialiser plus encore l'agriculture. Les participants soulignent qu'elles ne sont ainsi pas utilisées dans l'objectif d'un maintien des petits producteurs. Parce que le développement technologique vise principalement à réduire la main d'œuvre, en particulier avec le développement de systèmes de culture simplifiés, on assiste à la marginalisation des plus faibles et à l'apparition de dommages environnementaux. De plus, si la production alimentaire à grande échelle entraîne des problèmes de nuisibles et de maladies, comme le souligne Pippa Woods, « les scientifiques trouvent simplement une solution chimique au problème ».

Peu d'argent est investi dans la recherche afin de « produire dans une voie plus durable », c'est-à-dire sans produits chimiques ou autres intrants industriels. « La science et la technologie ont rendu la production alimentaire à grande échelle si aisée qu'il y a aujourd'hui plus d'alimentation disponible dans le monde que de population qui peut se l'offrir », souligne Pippa Woods.

L'interdiction de vendre et d'échanger des semences est aussi contestée par les participants. En France, les agriculteurs ont besoin de passer par des organismes qui certifient les semences. Le réseau Semences paysannes a une longue expérience de défense des droits des agriculteurs pour produire et échanger leurs propres semences.

Nous sommes aussi confrontés au problème du manque de semences pour la qualité des légumes créoles. Nous devons donc acheter des semences hybrides et elles sont très chères et utilisables seulement pour un cycle de culture, parfois pour deux. Au-delà, elles perdent leurs caractéristiques ce qui signifie que les consommateurs n'en veulent plus ou paient moins. Les gens qui ont un plus grand pouvoir d'achat paient pour des légumes qui ont une belle apparence.

[...] En ce moment, j'ai un problème. Il n'y a pas de salariés qui veulent travailler dans l'agriculture à cause de l'émigration des jeunes vers les villes dans l'espoir de trouver d'autres sources de travail car ils voient que l'agriculture n'est pas source de profit. Ne pas avoir sa propre terre signifie que je ne peux pas mettre en pratique toutes les techniques de la culture biologique que je connais car les effets apparaissent sur le long terme et le bail est seulement d'une année. Je cultivais des patates en bio avec de bons résultats mais le coût était très élevé et comme la terre ne m'appartient pas, ce n'était pas rentable pour moi. Pour cette raison, je ne fais rien non plus pour conserver le sol, comme la mise en terrasses par exemple.

Jose Alberto Cortes, Honduras

Les normes sanitaires répondent à des exigences liées à la technologie et sont donc hostiles aux petits producteurs. Principalement adaptées aux formes de production de type industriel, les normes sont souvent inappropriées ou inapplicables pour les petits producteurs. Martine Bégné explique à ce propos : « Je comprends que les services sanitaires veillent à la qualité des aliments vendus (encore que là il y aurait

beaucoup à dire puisque les produits chimiques et les produits génétiquement modifiés sont inclus dans la notion de qualité). Cependant, cette imposition de norme (par exemple respecter la chaîne du froid et avoir une vitrine réfrigérée pour vendre sur les marchés) implique des investissements difficiles à réaliser quand on a une petite production. »

L'éducation

Peter Ooi est un défenseur invétéré des droits humains fondamentaux en terme d'éducation et croit que c'est la voie pour aider les petits producteurs. « Le droit fondamental pour les petits producteurs est le droit à l'éducation pour construire son aptitude à satisfaire les demandes du monde éphémère de la globalisation et, plus important encore, pour développer la qualité de vie qui est nécessaire à chaque être humain. » Une éducation informelle basée sur des apprentissages expérimentaux peut en particulier aider les agriculteurs à réaliser leurs propres projets et ainsi, les faire contribuer au bien-être du pays en les considérant comme des citoyens dignes de leurs modes de vie. La plupart des participants considèrent que l'accès difficile à l'éducation empêche les petits producteurs d'accéder à leur vision de l'avenir.

Ethan Van Drunen va plus loin en soulignant l'importance à accorder à celui qui est « propriétaire » de ce qui est enseigné. Il explique que parce que les objectifs en matière d'éducation sont largement définis par le gouvernement, les pratiques correspondantes sont perçues par beaucoup de personnes d'un certain âge comme un anathème pour la santé de la micro-économie villageoise et pour le maintien de la tradition. Relatant son expérience comme enseignant en Inde (à Uttaranchal), il souligne que l'éducation des agriculteurs n'est pas contrôlée localement par ceux qui pratiquent une petite agriculture de subsistance caractéristique des villages de la région. Il en résulte un encouragement des plus jeunes à quitter les villages pour les villes de la plaine, ce qui entraîne une réduction de la main d'œuvre dans de nombreux villages. Les programmes d'éducation évoqués précédemment ont également changé les modes de transmission des pratiques d'une génération à l'autre.

Pour tous les participants d'Amérique latine, la sécheresse est un problème majeur et ils ont conscience qu'elle est le résultat du changement climatique et de la déforestation. Le manque de pluies et d'arbres a causé l'érosion et l'appauvrissement des sols et par suite de faibles récoltes. Juan Herrera du Honduras reconnaît que les paysans eux-mêmes (grands, moyens et petits) ont à partager les reproches liés au manque d'eau et à la déforestation en ne tenant pas leurs fermes correctement. Mais, en même temps, les participants expriment le manque d'éducation, de conscience et de connaissance relativement aux dommages environnementaux causés par des techniques agricoles inappropriées. Le gouvernement, selon les participants, devrait porter la plus grande part des reproches liés au manque d'éducation à l'environnement. Les gens expliquent que les gouvernements dans tous les pays n'ont pas de politiques ou de stratégies pour aider les petits producteurs à comprendre les effets que peuvent engendrer les mauvaises pratiques. En outre, là où il y a des lois en place pour protéger l'environnement, elles sont peu réalistes et non respectées.

Il y a des techniciens qui sont en charge de l'environnement qui veulent travailler mais ils manquent de ressources pour aller voir les communautés. Il y a aussi des techniciens qui ne visitent pas les champs, ne consultent pas les communautés et basent leurs recommandations sur les dires de un ou deux fermiers. C'est triste mais politiquement cela signifie qu'il y a des gens qui occupent des postes pour lesquels ils ne sont pas formés.

Eugenio Antonio Diaz, République dominicaine

La recherche conduite par le gouvernement laisse peu de place aux petits producteurs. Olivier Godinot note que « les productions atypiques, les modes de production extensifs ou originaux, l'agriculture durable ou biologique sont laissés de côté par la recherche, qui continue à inventer des machines de plus en plus grosses, des variétés de plus en plus productives et des produits chimiques de plus en plus puissants, en contradiction totale avec la situation de surproduction et de dégradation de l'environnement ». En ce qui concerne la génétique animale et végétale, la recherche contribue à la sélection des variétés et des espèces les plus productives en ne tenant pas compte d'autres critères comme la diversité écologique ou la résistance. Martine Bégné est révoltée : « Au lieu de contribuer à l'enrichissement du patrimoine génétique, la recherche en agriculture tue la diversité des espèces et annihile la spécificité génétique d'une espèce adaptée à une région. » Jose Alberto Cortes du Honduras et Juan Francisco Lemus du Salvador parlent aussi de leurs inquiétudes à propos du manque de semences originelles face aux semences transgéniques.

Quoi qu'il en soit, la promotion de formes alternatives d'agriculture peut venir de sources différentes de celle des institutions. De nombreuses associations d'agriculteurs travaillent pour développer une agriculture durable et biologique. Isabelle Deborde explique : « Je travaille depuis 4 ans avec des éleveurs laitiers qui s'autorisent des pratiques différentes au nom du respect de l'environnement et pour partager l'outil de production entre un maximum d'agriculteurs. Ils démontrent que l'on peut produire mieux, créer de l'emploi dans l'agriculture et faciliter l'installation de jeunes avec des systèmes peu coûteux en gagnant aussi bien sa vie. »

[...] Un autre gros problème est la formation des futurs paysans. Les cours d'agriculture biologique sont nouveaux et rares. De plus, ils tendent souvent au développement d'une agriculture intensive, sur des grandes surfaces avec emploi de phytosanitaires et d'amendements certes biologiques mais néanmoins aussi dangereux que des intrants chimiques comme la roténone qui est un insecticide puissant qui tue autant les prédateurs que les auxiliaires ! Il faut à tout prix proposer une vraie éducation paysanne qui prenne en compte le statut social du paysan et son rôle majeur dans la préservation et le développement de la biodiversité.

La recherche et l'innovation telles qu'elles sont pratiquées sont aussi un frein au développement durable. La recherche publique est clairement axée sur l'agriculture intensive. Si les chercheurs veulent évoluer dans la hiérarchie de l'INRA, ils doivent travailler sur des projets pour eux innovants comme les biotechnologies ou la sélection de plantes adaptées aux intrants chimiques.

[...] Cependant trois chercheuses de l'INRA ont décidé de travailler avec des paysans sur des programmes de sélection participative. Ainsi je travaille avec l'une d'elles depuis 3 ans sur le blé dur, le but étant de créer une variété rustique adaptée aux pratiques bio. Nous commençons à avoir de bons résultats. Aujourd'hui une dizaine de chercheurs travaillent sur ma ferme sur plusieurs projets. Cette recherche participative ou le rôle du paysan (ou des paysans) est central, est sans aucun doute une vraie innovation afin d'atteindre l'objectif de créer une agriculture durable. [...] Cependant si en tout (sélectionneurs, ethnologues, agronomes, sociologues), une vingtaine de chercheurs sont impliqués officiellement dans de tels projets pour toute la métropole, le travail de sensibilisation sera long vu que la recherche publique c'est 8000 chercheurs en France.

Jean-Jacques Mathieu – *Pour une éducation et une recherche paysannes*

Olivier Godinot voit « un espoir cependant du côté des structures coopératives (CUMA et autres) et des associations agricoles (CIVAM, Réseau agriculture durable), qui ont bien cerné le potentiel des petites exploitations pour dynamiser le milieu rural, faire une agriculture à forte valeur ajoutée (filières courtes, vente directe, marchés), produire localement des aliments de qualité, et respecter l'environnement (systèmes herbagers, agriculture bio...) ». Ces réseaux essaient de montrer que l'autonomie écologique et économique est très bénéfique à l'agriculture. Ils adoptent un point de vue diamétralement opposé à celui du modèle agricole dominant qui augmente la dette économique et l'intégration des producteurs dans les filières industrielles.

La critique de la recherche agronomique est également valide pour les programmes destinés aux agriculteurs conventionnels. Ces derniers sont formés à une logique économique étroite et à la recherche de toujours plus de rendements. Malgré tout, il y a encore des associations d'agriculteurs et des coopératives qui promeuvent des formes alternatives de production et d'innovation. Martine Bagné se réjouit de « la solidarité et la formation continue grâce à la "Confédération Paysanne" et aux associations créées pour favoriser la formation continue pour adulte en agriculture, le transfert des savoirs, l'échange de compétences, d'expériences – autant de structures (en partie basées sur le bénévolat) qui aident à l'accompagnement des porteurs de projets par des paysans installés depuis plus longtemps, souvent en agriculture biologique ».

Changer les perceptions

Les participants à la conférence électronique croient que l'une des entraves pour accéder à la durabilité des systèmes agricoles et alimentaires est la perception qu'ont les petits producteurs d'eux-mêmes, de leur situation et de leur profession. Hans von Essen explique qu'« il faut dépasser les dimensions psychologiques qui rendent certains individus victimes et d'autres coupables, pour éviter cette situation. C'est impossible de sauver une victime si la victime ne s'attache pas elle-même à sortir de ce rôle de victime ».

De plus en plus, les agriculteurs apprennent à voir leur propre travail comme quelque chose d'important et pour ce faire, s'impliquent dans des réseaux avec des

consommateurs afin de rassembler leurs forces. Nos collègues du Népal ont exprimé un souci, le non renouvellement des générations dans l'agriculture, problème éminemment social. Hans von Essen insiste sur le fait que les agriculteurs du monde entier doivent être encouragés à reprendre le pouvoir qui leur appartient. L'opinion publique générale, c'est-à-dire celle des consommateurs, est également cruciale pour aller dans ce sens. Hetty souligne que nous devrions travailler à reprendre le pouvoir afin de faire de meilleurs choix concernant ceux qui produisent notre alimentation ainsi que relativement à ce que nous mangeons. Il serait en effet préférable d'avoir le choix entre une large gamme de produits plutôt que de continuer à fonctionner avec des régimes alimentaires basés sur le sucre et les corps gras, régimes alimentaires typiques de la culture occidentale.

Tout le monde ne voit pas la chose de manière aussi positive, comme toujours. John Turner par exemple explique que : « C'est facile d'imaginer qu'avec la richesse de la connaissance qu'ils ont des plantes, des animaux et des champs, du temps, des nuisibles et des maladies, les agriculteurs devraient être en position de contrôle pour assurer un avenir durable à leurs fermes et à eux-mêmes. Mais les exemples d'agriculteurs travaillant ensemble et se supportant mutuellement constituent une exception plus qu'une norme. Les échanges entre les groupes d'agriculteurs à travers le monde tendent à être soit indirects, soit inexistant, laissant ceux qui profitent du système alimentaire créer des barrières entre agriculteurs et entre pays. »

De nombreux participants de toutes les parties de l'Amérique parlent aussi du manque d'organisation et de solidarité entre les paysans. Le résultat de ce manque de solidarité est que les paysans n'ont pas de voix dans le gouvernement ce qui a pour conséquence la non représentativité des paysans dans les politiques agricoles et de développement.

La manière dont le statut d'agriculteur est reconnu et avec laquelle le modèle agricole est promu par le gouvernement est un élément central dans les politiques destinées à aider les agriculteurs à accéder à la terre et à l'installation. En France, le statut des agriculteurs est strictement défini : besoin d'un certain niveau d'éducation, d'une surface minimum d'installation (chaque département français fixe son propre minimum). C'est seulement lorsque ces conditions sont réunies que l'agriculteur a le droit d'accéder aux aides dont il a besoin pour s'installer et d'avoir accès aux droits sociaux. Martine Bégné regrette que « les petits producteurs n'intéressent personne. Dans le système français, on est rien du tout. Il faut voir comment les responsables agricoles et le gouvernement parlent de nous. Il y a les vrais agriculteurs, puis le reste, partie négligeable ». En France, plus d'un tiers des fermes sont considérées comme « fermes non professionnelles ».

[...] L'accès à la terre est probablement l'obstacle le plus important pour les petits producteurs. Dans ma région de polyculture élevage, pourtant riche en petits producteurs, les terres libres sont allouées en priorité aux plus offrants, en second lieu aux jeunes qui s'installent dans des exploitations "viabiles" (comprenez : au moins 100 ha), et en dernier lieu aux "autres", pas forcément petits producteurs mais considérés comme économiquement

peu rentables et voués à une disparition prochaine. On favorise des structures de grande taille, intensives, se rapprochant d'un modèle industriel, au détriment du modèle agricole familial qui a fait la force et l'originalité de l'agriculture en France, et qui seul peut maintenir un dynamisme en milieu rural.

La recherche, de moins en moins publique et de plus en plus orientée par les bénéfices qu'elle peut rapporter à court terme, ne travaille pas beaucoup sur les thématiques qui intéressent les petits producteurs, puisque ceux-ci ne représentent pas un marché assez juteux. Les productions atypiques, les modes de production extensifs ou originaux, l'agriculture durable ou biologique sont laissés de côté par la recherche, qui continue à inventer des machines de plus en plus grosses, des variétés de plus en plus productives et des produits chimiques de plus en plus puissants, en contradiction totale avec la situation de surproduction et de dégradation de l'environnement qui se généralise dans toute l'Europe (voire dans le monde). Profit oblige !

La réglementation elle-même ne s'adapte pas à la situation des petits producteurs, souvent double actifs, et qui ont par conséquent beaucoup moins de temps que les "agriculteurs professionnels" pour se documenter, se mettre aux normes et remplir les nombreux documents obligatoires. Aucune simplification en vue pour eux dans la nouvelle PAC, bien au contraire !

Les organisations professionnelles agricoles, chambres consulaires et associations, dont je fais partie, ont de grandes difficultés à identifier les petits producteurs de leurs territoires pour pouvoir les toucher, car n'étant souvent pas "professionnels", ils sont assez mal référencés dans les études et recensements officiels. L'idéologie dominante de ces structures d'accompagnement des agriculteurs est par ailleurs souvent très éloignée de celle des petits producteurs, peu représentés à la FNSEA il faut bien l'avouer...

Un espoir cependant du côté des structures coopératives (CUMA et autres) et des associations agricoles (CIVAM, RAD), qui ont bien cerné le potentiel des petites exploitations pour dynamiser le milieu rural, faire une agriculture à forte valeur ajoutée (filières courtes, vente directe, marchés), produire localement des aliments de qualité, et respecter l'environnement (systèmes herbagers, agriculture bio...).

Enfin, un dernier facteur qui n'augure rien de très positif pour l'avenir, la formation agricole (au moins celle que j'ai suivie pendant 5 années il n'y a pas si longtemps) ne traite pas ou très peu des modèles agricoles qui sortent du schéma classique "FNSEA" [syndicalisme majoritaire], et va jusqu'à passer sous silence l'existence des petits producteurs. Comme si l'agriculture de demain ne pouvait consister qu'à exploiter 200 ha de céréales ou 500 truies. [...]

Infrastructure

Une fois encore, les manques du gouvernement, cette fois en matière d'investissement dans les infrastructures rurales, ont été un thème qui est beaucoup ressorti du forum espagnol. Comme Monsieur Martinez du Nicaragua le note, « les plans de développement national n'envisagent pas de créer une infrastructure dans les zones rurales, comme des routes, des unités de production d'énergie et des puits, etc. ».

Le manque de crédit – ou de crédits à long terme et avec des faibles taux d'intérêt – est un problème significatif pour les paysans. Comme beaucoup d'entre eux n'ont pas de titres notariés pour leurs terres, ils ne peuvent pas l'utiliser en parallèle (même si les crédits sont valables). A cause de cela, ils sont dans l'impossibilité d'investir dans leurs fermes ou sur leurs terres, ce qui les empêche de faire d'utiles transactions.

Je ne sais si nous avons une vision de l'avenir "un jour couleur d'orange" avait écrit Aragon. Par contre nous subissons le présent [...]. [Et] de toute évidence les petits producteurs n'intéressent personne. Dans le système français, on est rien du tout. Il fallait voir à l'issue du dernier recensement agricole comment les responsables agricoles le commentaient. Il y avait les vrais agriculteurs, puis le reste, partie négligeable. Personne n'a envie de leur réserver des terres ! La concentration des terres entre les mains de quelques agriculteurs constitue bien un des premiers obstacles – pour les petits producteurs – à la mise en place d'une agriculture différente, limitée dans l'espace, qui vise la qualité dans une commercialisation de proximité et non la quantité dans une distribution anonyme. Cette pénurie de terre empêche bien évidemment l'installation de nouveaux agriculteurs.

Je dirais que la deuxième difficulté est d'ordre financier (là je reconnais que c'est plutôt un problème spécifique aux pays riches). L'installation en agriculture suppose un minimum de moyens (matériels, outils, bâtiments) même pour un petit projet comme cela est mon cas. A moins d'avoir un pécule personnel, il faut trouver de l'argent, des financements, bref aller voir les banques. Si les banques se montrent accueillantes, bienveillantes à l'écoute des projets, peu critiques en réalité (elles sont habituées à ce que les paysans s'endettent), au premier incident elles ne manquent pas de rappeler les règles qui les régissent. Je pense que toute installation en agriculture devrait être aidée, subventionnée, non pas en signant un chèque en blanc ; au contraire en étudiant la faisabilité du projet, ses débouchés possibles, ses apports agricoles mais aussi environnementaux, écologiques, sociaux, humains. Les porteurs de projets (surtout les petits porteurs de projets) ont besoin d'être encouragés en leur réservant des terres et des financements. Les communes pourraient jouer ce rôle-là pour susciter l'installation d'agriculteurs et revivifier l'espace rural autrement que par la résidence secondaire qui d'autre part stimule la hausse des prix (terres et habitats). [...]

Martine Bégné – « Un jour couleur d'orange »

Le mauvais état des routes qui conduisent aux marchés principaux et le manque de moyens de transport adéquats pour acheminer les productions agricoles sur les marchés sont particulièrement onéreux et existent partout dans les pays d'Amérique latine. Cela laisse les paysans vulnérables à l'exploitation par les intermédiaires ou coyotes selon le terme local. Néanmoins, ces intermédiaires constituent une partie nécessaire du système et beaucoup pensent que les faibles prix que les paysans reçoivent des intermédiaires les empêchent de réinvestir dans leurs fermes. Ils sont payés beaucoup moins que les coûts qu'ils engagent pour leurs semences et pour les récoltes selon Marcial Lopez. Le manque d'information des paysans sur les prix du marché les rend particulièrement vulnérables.

Cet accès difficile à l'information est l'une des raisons du faible niveau d'éducation et de scolarité dans les zones rurales. Il est en parti responsable du manque de force de travail : Carlos Humberto Pacheco du Honduras remarque que les jeunes migrent vers les villes pour trouver un travail mieux rémunéré, laissant les plus pauvres et les moins éduqués dans les campagnes.

L'électricité et les technologies qui en dépendent sont une autre sources de problèmes. De nombreux participants soulignent que le manque d'accès à Internet est une contrainte majeure pour ceux qui vivent dans les zones rurales car cela multiplie les difficultés de communication et d'accès à l'éducation.

De nombreux paysans manquent de technologies appropriées ou survivent avec des technologies rudimentaires sans grand espoir que la situation s'améliore. De nombreux participants parlent du manque de bœufs (traction, fertilisation organique...) ainsi que de l'absence d'aide technique du gouvernement pour améliorer le niveau des technologies utilisées par les paysans.

L'eau constitue un autre nœud de problèmes. Plusieurs participants parlent du manque d'eau, des difficultés d'accès à l'eau, de l'absence de système d'irrigation et du manque de puits. Le problème est dû en partie au manque d'équipement et de formation pour forer des nouveaux puits et tirer avantage des ressources en eaux souterraines explique Francisco Heriberto Olicas Cruz du Nicaragua. Il explique ainsi : « Il y a des sources souterraines mais il n'y a pas de financement pour construire des puits profonds (qui nécessitent des matériaux). »

Un participant du Honduras parle également du manque de bonnes semences. Les paysans doivent acheter des semences de variétés hybrides qui sont très chères et utilisables pour une saison de culture uniquement.

De nombreux participants du Nicaragua expliquent qu'il existe de nombreux freins à la mise en œuvre d'une agriculture biologique. Ceux qui n'ont pas de titre sur leur terre voire pas de terre du tout, n'ont aucune incitation à utiliser des méthodes agrobiologiques parce que celles-ci nécessitent une planification à long terme. De plus, le marché pour les produits biologiques n'est pas assez développé et la différence de prix entre un kg de café d'origine biologique et un kg de café issu d'une agriculture conventionnelle (produite avec des intrants chimiques) n'est pas suffisant pour justifier la mise en culture de café « bio ». « Il n'y a pas de marché approprié pour vendre du café bio. La différence de prix payé pour le café bio et le café issu d'une agriculture chimique est minime. Le marché est saturé et il y a des producteurs qui abandonnent la culture du café en agriculture

biologique pour une agriculture plus intensive en intrants chimique », explique William Alfredo Flores Castillo du Nicaragua. Enfin, le coût élevé d'une certification en agriculture biologique pour une exploitation agricole et les terres associées, est aussi un frein considérable pour les paysans.

Qu'est-ce qui doit changer afin de permettre aux petits producteurs de mettre en œuvre leur vision de l'avenir ? Que faire et comment s'organiser ?

Les initiateurs du changement : les petits agriculteurs familiaux ?

Avant d'explorer les questions relatives à *ce qui devrait être fait*, les participants du forum anglais ont tenu une réflexion sur *qui devrait le faire*. Il était clair pour la plupart que le seul groupe qui pouvait être intéressé par une amélioration considérable de sa situation était le groupe des petits agriculteurs eux-mêmes. Les forums espagnols et français ont abouti aux mêmes conclusions. Comme pilotes potentiels du changement, « si les petits agriculteurs n'agissent pas, à l'échelle du monde, pour changer la situation, personne ne le fera », écrit Sibylle Bahrmann. Elizabeth Cruzada note que « les agriculteurs eux-mêmes doivent réaliser le besoin d'un changement et agir sur les priorités qu'ils ont déterminées, créant ainsi des communautés autosuffisantes et dynamiques qui sont capables de répondre à des pressions externes et internes ». Lors d'un atelier dynamique et interactif, au Sommet des alternatives au G8 portant sur « Qui possède le pouvoir », Patrick Mulvany de la Plate-forme britannique sur l'agriculture et l'alimentation a rapporté que les participants, jeunes surtout, ont réalisé qu'ils détenaient un pouvoir, et que s'ils voulaient changer des choses, ils devaient se lier avec ceux qui ont la même vision, ceux qui « rêvent le même rêve ».

Le forum espagnol parle de ces problèmes en soulignant l'énorme différence entre les paysans et les systèmes agricoles de grande taille, en expliquant la nécessité de mettre en œuvre des politiques spécifiques pour les petits producteurs – afin qu'ils n'aient pas à se comparer aux gros producteurs.

Le défi, explique Krishna Kaphle, relève des conseils dispensés aux petits agriculteurs : ils peuvent être crédules face aux conseillers techniques ou institutionnels et ils sont souvent obligés de tolérer des situations inacceptables. Krishna est préoccupé par l'absence de conseil de qualité et honnête pour les petits producteurs, élément qui est : « le facteur le plus rare dans ce monde moderne ». Sibylle a de l'espoir : « Nous devons abandonner la conviction que nous sommes trop insignifiants, sans aucun pouvoir, pas assez malins, pas assez riches pour faire quelque chose en ce sens. Nous devons apprendre à travailler ensemble à des niveaux différents ». De nombreux participants soulignent que les petits producteurs du monde devraient se concentrer sur ce qui les unit, plutôt que sur ce qui les différencie. Lors des visites de Michael Hart dans d'autres pays, il a rapporté avoir souvent entendu que les systèmes d'aides de l'Union européenne et des Etats-Unis étaient vus comme les causes des problèmes au Sud. Il a souhaité éclaircir le fait que du point

de vue d'un agriculteur de l'Union européenne, les petits agriculteurs préféreraient ne pas toucher d'aides mais bénéficier d'un prix de vente plus équilibré, insistant sur le fait que même avec des aides, les petites exploitations familiales dans l'Union européenne peuvent être en réelle difficulté.

Ce qui est nécessaire, c'est la reconnaissance des nombreux avantages de l'agriculture sur le plan humain. La plupart des agriculteurs veulent produire de manière honnête et être récompensés avec un prix juste mais les marchés sont devenus si faussés qu'au Royaume Uni, « valeur » est synonyme de « bon marché » pendant que les produits à valeur ajoutée peuvent être hasardeux mais sont vendus comme s'ils convenaient. De nombreux consommateurs ont perdu le sens de la culture alimentaire et de l'origine des produits ; le danger est que le savoir et l'intégrité indigènes soient remplacés par des marchandises standardisées facilement reconnaissables comme ayant une « origine naturelle » [...] Les petits producteurs ont été trompés par le leurre d'un enrichissement s'ils adoptaient des méthodes destinées à servir les intérêts des corporations plutôt que ceux de la société. Alors que cultiver assez pour nourrir tout le monde est un objectif digne, la stratégie qui sous-tend cet objectif via le regroupement et le transport d'alimentation rend le processus inaccessible pour les pauvres ou nécessite de l'aide augmentant leur dépendance. La plupart des régions ont la capacité de produire de l'alimentation pour les locaux mais nous avons été distraits par les demandes liées aux services de la dette qui assurent l'augmentation de la production pour le marché à l'exportation, marché qui apparaît lucratif.

Marcial Lopez, Nicaragua

Le forum français explique que le principal enjeu pour les producteurs est de s'affranchir d'une agriculture industrielle, intégrée dans des filières agrochimiques et agroalimentaires. Pour les agriculteurs occidentaux, cela passe par une transformation des pratiques. Le témoignage de Denis Gaboriau du Groupe de recherche en agriculture durable et en économie locale (GRADEL) montre qu'une telle remise en cause est possible. Des groupes d'agriculteurs ont ainsi travaillé ensemble à développer des systèmes de production, qui reposent sur une plus grande autonomie et sont en particulier plus économes vis-à-vis des intrants agricoles. Leur production laitière basée sur un système à l'herbe assure un meilleur revenu au producteur – moins endetté, moins dépendant des approvisionnements extérieurs... Et ce, avec une surface par actif inférieure à la moyenne, ce qui garantit plus d'emplois et une meilleure occupation du territoire.

Tous les pays européens n'ont pas perdu leurs petits agriculteurs note Catherine Darrot qui montre qu'être « en retard » dans le processus général de modernisation peut au contraire être un atout pour l'agriculture polonaise, leurs pratiques agricoles leur garantissant encore une indépendance et des marges de manœuvre face aux aléas. La population agricole augmente ainsi en Pologne car cette petite paysannerie est aujourd'hui capable d'accueillir les laissés pour compte de la restructuration industrielle. Bien qu'ils soient malmenés par les politiques de développement agricole, elle fait l'hypothèse que « l'avenir de ces petits producteurs polonais en Europe dépend donc peut-être, entre autres, de leur capacité à

« se penser » comme une catégorie originale dotée de ses riches spécificités, et de l'émergence de portes paroles à même de les défendre ».

Un collègue a étudié comment marchait le conseil en Agriculture Biodynamique. Il a découvert que la conversion d'une ferme ne prenait pas sept années de rotation des cultures, comme dans la théorie, mais qu'il fallait dix ans à l'agriculteur pour s'habituer à cette idée et pour dépasser la peur d'agir de manière différente de celle de ses voisins, ainsi que de faire des essais à très petite échelle que personne ne pouvait voir. Lorsque les peurs intérieures étaient dépassées, la conversion de la totalité de l'exploitation agricole était rapide. Les petits agriculteurs sont porteurs du rêve de transformer l'exploitation en une terre riche. C'est cela qui les pousse à copier l'histoire des succès des autres. Les vrais supports essentiels sont le savoir, l'estime de soi et le courage. Beaucoup d'entre eux ont exprimé la nécessité de convaincre les politiciens, etc. Je dis : cela ne marche pas ainsi. En premier lieu, je dois me convaincre moi-même. Quand je me suis convaincu, je commence à agir selon mes convictions et ensuite d'autres seront convaincus sans que quiconque ait à les convaincre. De cette façon, la liberté est totale.

Hans von Essen – Les vrais supports essentiels sont le savoir, l'estime de soi et le courage

Les clés pour accéder au changement : partage du savoir et éducation critique

Les participants ont rapidement mis en évidence un autre défi auquel font face les petits producteurs, soit précisément leur capacité à se battre pour l'amélioration de leur situation. Hetty Selwyn de Farmers' Link a présumé que la cause de la participation limitée au sein du forum s'explique par le fait que les petits agriculteurs n'ont pas le temps d'entrer dans des discussions de ce type, ni de surcroît l'énergie et le temps pour être activement impliqués dans une campagne pour de meilleures politiques agricoles. Les compagnies multinationales, ont en revanche les moyens et le pouvoir de payer des professionnels du lobbying pour pousser les décisions qui œuvrent en leur faveur.

Nugroho Wienarto, d'Indonésie, accorde une grande confiance à l'éducation critique pour construire les capacités des petits agriculteurs : « Cela leur permet de conduire leur propre analyse sur les intrants et sur les systèmes commerciaux et de continuer leur lutte avec dignité. » Peter Ooi, autre promoteur de l'éducation des agriculteurs, explique que « les agriculteurs qui comprennent la question environnementale sont plus enclins à protéger leur écosystème et à réaliser leur vision du développement durable ».

Ou on améliore la situation et le sort des petits producteurs dans le cadre actuel ou on se dit qu'il faut radicalement changer ! Que tout doit changer un peu comme en 1789, lors de la Révolution française qui avait permis aux paysans, alors serfs, de récupérer les terres seigneuriales. Ce fut un moment essentiel de notre histoire. Depuis, une autre oligarchie s'est instaurée ! Le peuple des paysans a périclité. Ses terres ont contribué à agrandir une minorité d'exploitations qui ont imposé une certaine image de l'agriculture. [...]

Que tout doive changer signifie aussi mettre l'homme au centre des préoccupations politiques et non le capital. En effet, comment envisager un avenir pour les petits producteurs dans le cadre d'un système qui nie l'être humain et qui ne glorifie que l'argent ? De la même manière, les chômeurs, les pauvres peuvent-ils se projeter dans l'avenir ? Je pense qu'il faut instaurer d'autres règles que celles qui régissent notre système actuel, abolir l'OMC, ne plus centrer l'agriculture sur le profit. Tous les êtres humains devraient avoir un revenu minimum qui leur permette de vivre (manger, se loger, s'éduquer, se soigner) c'est-à-dire rendre vrai le précepte philosophique "tous les hommes naissent libres et égaux". [...]

On en arrive à l'éducation, clé de voûte du changement ! Non pas savoir beaucoup de choses mais apprendre à observer, réfléchir, penser, critiquer les évidences, accepter les différences, remettre en cause l'idéologie dominante, la pensée unique celle qui nous forge à notre insu sous prétexte d'impartialité. Rien n'est pire que de ne jamais douter, ne pas se poser de questions : quel que soit le sujet ! Moi je suis d'accord : la formation des paysans doit se faire sur le terrain. A ce propos pourquoi dans les écoles maternelles et primaires situées en campagne les enfants n'apprendraient-ils pas à cultiver des légumes, élever des animaux comme Jean-Jacques Rousseau le préconisait dans son ouvrage Emile ou de l'éducation à la fois pour valoriser des métiers plus manuels et faire le lien entre agriculture et environnement, pratique et théorie ? Dans cette optique d'une éducation ouverte et permanente, il est nécessaire d'informer et de former le consommateur ! Qu'il sache comment un blé est produit, avec quels traitements chimiques ou non, si l'agneau, la volaille qu'il achète a mangé du soja transgénique ou non ; sans perdre de vue qu'à terme ce qu'il faut pour changer vraiment c'est éliminer l'agriculture industrialisée, en la pénalisant dans un premier temps pour décourager ses partisans. Par exemple pourquoi ne pas écrire comme sur les paquets de tabac "les produits utilisés tuent" ? [...]

Martine Bégné – Mettre l'homme au centre des préoccupations

Davantage de dialogue entre agriculteurs

La plupart des participants s'accordent sur la nécessité de plus d'échanges d'informations. En permettant aux agriculteurs de partager leur expérience, ils peuvent apprendre les uns des autres et se comprendre, travailler ensemble et développer les moyens d'affronter les politiques agricoles existantes qui les affectent plus particulièrement. Cela devrait également servir à promouvoir et à célébrer la diversité plutôt qu'un modèle agricole unique. Laxmi Prasad Pant écrit que les réseaux d'agriculteurs doivent inclure les partisans les plus puissants des petits agriculteurs pour initier une communication ou une négociation qui ait un sens entre ceux qui ont du pouvoir et ceux qui en sont dépourvus. Le seul problème, conclut-il, réside dans la question de savoir qui devrait faciliter ce processus de négociation. Le forum espagnol note qu'il est important de partager l'information entre et à l'intérieur des pays – mais il n'y a pas de suggestion sur la manière d'y parvenir – même si les Brésiliens organisent une marche pour la réforme agraire au mois de mai 2005.

Un réel processus de dialogue avec des agriculteurs ne peut cependant pas être atteint uniquement par le biais d'ateliers de travail, de papiers et de séminaires, écrit Wienarto. Il conclut dès lors que le dialogue devrait prendre place « dans les champs, saison après saison, sous la forme d'une formation donnée d'agriculteur à agriculteur ». FIELD Indonésie a initié plusieurs approches comme l'école en plein champ des agriculteurs (Farmer Field Schools, FFS), une formation d'agriculteur à agriculteur, et des structures de recherche au service de l'action des agriculteurs. Approximativement, un million d'agriculteurs sont sortis diplômés des FFS en Indonésie (voir <http://www.thefieldalliance.org/Partners/FIELDIndonesia.htm>). De tels ateliers de travail et forums électroniques devraient avoir leur place, comme le souligne Antonio Diaz de la République dominicaine qui note : « Une initiative telle que cet atelier de travail pour contribuer au forum électronique sur les petits producteurs est très intéressante. »

De la même façon, Hetty de Farmer's Link nous rappelle que nous ne devrions pas sous-estimer l'importance du facteur humain. Les innovations et les idées sur des pratiques devraient être partagées et diffusées à travers des réseaux. En agissant à l'échelle humaine, d'autres peuvent entendre parler de vos idées et de vos succès, aussi bien que de vos problèmes.

De nombreux participants ont mentionné l'intérêt des réseaux de courrier électronique pour que les paysans de pays lointains partagent leur expérience avec d'autres. Laxmi Prasad Pant, tout en reconnaissant ce potentiel, nous rappelle que nous aurons peut-être à attendre plusieurs décennies avant que les petits paysans du Sud se connectent au courrier électronique. Sa question est la suivante : « qui leur fournira des lignes de téléphone et d'Internet en bon état de fonctionnement et à des prix abordables pour eux ? »

Pour donner de la stabilité à l'agriculture, je pense que nous avons besoin d'une grande alliance entre tous ceux qui travaillent à la campagne. Dans l'espace rural, il n'y a pas seulement des agriculteurs pauvres, il y a aussi des petits et moyens producteurs qui pourraient stimuler la production locale et absorber le travail local en augmentant le salaire local. Mais ceci nécessiterait des politiques qui pourraient soutenir le secteur agricole. Dans ma ferme, j'ai trois familles qui travaillent avec moi et j'ai un accord avec eux qui est le résultat d'un dialogue. Ils savent tout sur mon plan de production et je sais comment ils vivent. Et cela nous aide à atteindre les objectifs de la ferme en termes de production. Les gens ont leur propre terre et ils ne veulent pas avoir à la vendre, ni à quitter leur communauté. Donc pour eux, c'est très important de trouver du travail localement.

J'essaie de tracer un programme pour ces communautés locales afin de mettre en évidence la répartition de la petite production, en localisant où sont les poches de pauvreté, où sont les fermiers pauvres, où sont les petits fermiers, où sont les fermiers riches et moyennement riches... pour voir comment nous pouvons développer des alternatives et soutenir un processus participatif au niveau local. Je suis intéressé par cette information pour être capable de

localiser les zones les plus vulnérables, les plus productives, la force de travail qui pourrait être renforcée et pour voir comment nous pourrions organiser la production et le marché.

Marcial Lopez, Nicaragua

L'accès à la terre, à l'eau et aux autres ressources

L'accès aux ressources naturelles est une préoccupation fondamentale pour les petits producteurs car cultiver une terre ne serait pas possible sans ressources naturelles, tout simplement. En réalité, les politiques et les réglementations définissant les droits aux ressources locales ont tendance à avantager les gros exploitants, ou les agriculteurs industriels, rendant difficile l'accès aux ressources pour les petits producteurs. Marcus Colchester écrit à ce propos : « Pour les paysans qui font encore face à des obstacles majeurs pour obtenir la reconnaissance de leurs droits et l'accès aux terres et aux ressources naturelles, le défi principal reste le déni de ces droits. »

Ces vues sont partagées par les participants des Philippines et de Thaïlande qui pensent qu'en tout premier lieu, les paysans ont besoin de terres. Le forum français souligne la nécessité de se battre contre la concentration foncière et pense qu'une redistribution des terres pourrait passer par une réserve foncière au niveau national. Peter Ooi écrit également qu'« avoir accès à une terre, c'est avoir un moyen de subsistance ». Ditdit Pelegrina explique qu'un changement doit être opéré quant au contrôle des ressources agricoles exercé par les petits producteurs, non seulement en termes d'accès aux terres, mais aussi aux marchés et à la technologie. A l'image du traitement que leur réserve le système foncier, les utilisateurs de technologies comme les agriculteurs sont devenus de simples consommateurs de technologie, en bout de chaîne, c'est-à-dire non inclus dans le processus de développement.

Le groupe du MST⁸ au Brésil est en train de s'organiser dans cet esprit pour se confronter au gouvernement. Il demande, entre autre chose, que le gouvernement ait pour objectif d'installer 430,000 familles sans terre. Pour cela, il faut installer des agro-industries dans les campements et fournir un crédit spécial afin de mettre en oeuvre la réforme agraire. Le MST souhaite également la garantie de l'arrêt de l'usage commercial libre des semences génétiquement modifiées du fait du manque d'information sur les conséquences de l'utilisation de ces dernières pour l'environnement et la santé des populations. Faisant écho au besoin de coopération et d'auto-organisation tel qu'il est pratiqué par les Brésiliens, Marcial Lopez (Nicaragua) précise que pour aider les paysans à s'organiser localement, il est nécessaire que ces derniers se prennent eux-mêmes en charge. Cela aiderait également à rediriger le pouvoir du marché vers les paysans eux-mêmes.

8 Le mouvement des sans terre (MST) du Brésil ou *Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra* a un long passé de lutte pour la réforme agraire dans un pays où moins de 3 % de la population détient les deux tiers de la terre qui pourrait être cultivée. Depuis 1985, le MST a occupé pacifiquement et a directement valorisé des terres inutilisées pour établir des fermes coopératives et construire des maisons, écoles et cliniques afin, en général, de promouvoir les cultures indigènes. Voir www.mstbrazil.org/.

Le problème de la sécurité du bail par de nombreux participants nicaraguayens. Au Nicaragua, dans le cadre du processus de la réforme agraire, les titres de propriété ne sont pas toujours assurés par des droits de propriété qui sont contestés par les différentes parties. Les participants pensent qu'il est urgent que les autorités se confrontent à ce problème mais croient qu'il y a un manque de courage politique pour le faire. Beaucoup affirment que le gouvernement devrait être plus concerné par le sort des producteurs – ou mieux encore – que les producteurs devraient s'organiser eux-mêmes pour demander au gouvernement de faire ce qu'il a promis aux élections. Marcial Lopez du Nicaragua précise que la responsabilité concernant la promotion de la campagne est du ressort de chacun et que « si nous voulons que la campagne se développe, nous devons nous investir en ce sens », avec des investissements financiers, des investissements d'ordre politiques et en temps.

L'accès à l'eau est difficile dans ces régions qui souffrent de la sécheresse et dans celles qui pratiquent une déforestation non contrôlée. Dans certains pays, les participants souhaiteraient que le gouvernement fasse plus d'effort dans la reforestation et au Honduras, ils estiment que le gouvernement devrait arrêter le déboisement à des fins commerciales.

Les participants au forum espagnol insistent sur le fait que nous devrions tous être plus soucieux de l'environnement et que ce dont nous avons besoin est une plus grande fermeté du gouvernement vis-à-vis de l'obligation de respect de la législation environnementale et de l'arrêt de l'utilisation de produits chimiques par les individus. Comme le précise Luis Obregon du Nicaragua, « la campagne absorbe les impuretés de la ville » et c'est la raison pour laquelle nous devrions faire plus attention à l'environnement et au mode de vie à la campagne.

Science, technologie et innovation

Concernant les changements fondamentaux, les participants de tous les pays du forum espagnol précisent qu'ils doivent avoir accès à l'éducation, à la santé (pouvoir accéder aux médicaments et aux soins), à l'électricité et à de bonnes routes.

La nécessaire diversification des producteurs est soulignée par beaucoup de participants – qui parlent également du besoin « de conserver les semences comme une partie de l'héritage national », selon les termes de Pablo Pinell du Nicaragua, et de promouvoir les cultures non traditionnelles afin de « changer nos attitudes conformistes et de mettre en pratique ce que nous apprenons », comme le souligne Jose Erasmo du Honduras. Le dilemme qui apparaît est de savoir comment intégrer la diversification et la modernisation sans perdre l'héritage de la campagne. Personne ne fait de proposition concrète pour surmonter ce dilemme.

Le manque de silos pour stocker les récoltes et de moyens pour conserver les semences est mentionné par les participants du Nicaragua et du Honduras. Alejandro Sanchez de la République dominicaine parle aussi du besoin de marchés spécifiques pour la vente des produits issus de l'agriculture biologique.

De nombreux participants insistent sur le fait qu'il existe un manque d'information sur les marchés, les prix et les coûts de production ; or dans le but de stimuler les marchés, cette

information est nécessaire. Sur la nécessité de partager l'information, un participant mentionne la possibilité d'utiliser la radio comme moyen de diffuser des informations sur les marchés, les prix, etc.

A la fin des années 1980, le GRADEL (Groupe d'échanges sur l'agriculture durable et l'économie locale) s'est interrogé sur le modèle dominant en production laitière (hors sol, ray-grass ensilé, non- pâturage), à la suite de plusieurs constats d'ordre économique et écologique : effets de la sécheresse, mise en œuvre des quotas laitiers, dégradation de l'environnement (pollution des eaux en particulier). Le groupe s'est fixé l'objectif de maximiser le pâturage et de cultiver des prairies associant fétuque, ray grass anglais et trèfle. Nous souhaitons atteindre trois quarts de la ration annuelle récoltée par pâturage. Ainsi, les apports d'engrais azoté sont passés de 600kg/ha en 1985 à quasiment zéro en 2002. De même, les achats de tourteaux de soja ont chuté. Economiquement, les résultats de notre groupe, en comparaison avec le Réseau d'information comptable agricole, s'avèrent tout à fait positifs. Le nombre d'actifs est supérieur, la surface par actif est, elle, inférieure. Alors que le produit par actif est plus faible, le revenu par unité de main d'œuvre est supérieur. Nos exploitations maîtrisent mieux leurs consommations intermédiaires et leurs investissements (les bêtes restent très peu à l'étable). Le capital par unité de travail humain est bien inférieur à la moyenne régionale. Enfin, notre consommation de fuel stagne depuis 10 ans. Notre système rémunère plus le travail que le capital. Nous observons également que nos conditions de travail s'améliorent. Nous devons moins subir de pointes de travail, car celui-ci s'étale tout au long de l'année. Remettre en question le système de production en valorisant davantage le potentiel agronomique de sa ferme amène le groupe à se réapproprié l'outil de travail. Bref, notre système rémunère plus le travail que le capital.

Denis Gaboriau – Il est possible de sortir d'un système d'élevage intensif

Les participants reconnaissent que la science, la technologie et l'innovation ont eu un impact important sur les moyens de subsistance des petites exploitations familiales et des peuples indigènes. La plupart conviennent que la technologie et l'innovation ont le potentiel d'être les éléments clés d'une prospérité future et d'une qualité de vie, mais seulement s'ils sont intégrés au renforcement du pouvoir des communautés. Les politiques institutionnelles sont une condition requise pour cela, car elles poussent les petits agriculteurs et leurs institutions dans le courant dominant de la recherche agricole et du développement. En pensant à l'innovation et à la technologie, un point de vue a été soulevé selon lequel l'innovation n'existe pas seulement au sein des institutions scientifiques, mais qu'elle est aussi possible au sein des communautés agricoles. Un membre du forum a également avancé l'idée selon laquelle la technologie n'était pas comparable à la science. Comme Peter Ooi l'explique d'ailleurs : « La science est la création du savoir et la chose la plus importante est le renforcement du pouvoir qui provient de l'accès à ce savoir. » La technologie est la production de recommandations basées sur les positions

scientifiques. En éduquant les paysans sur les ressources renouvelables, nous renforçons leur pouvoir en partageant un savoir scientifique qui les aidera à cultiver de la façon la plus efficace.

Laxmi Prasad Pant propose une manière alternative d'introduire des changements dans une communauté agricole : les Systèmes d'innovation agricole. « L'approche conventionnelle du transfert de technologie considère une technologie comme le produit d'une science qui peut être transféré aux paysans quel que soit leur contexte.[...] D'un autre côté, les systèmes d'innovation agricole identifient un potentiel d'innovation chez des acteurs multiples, mettent en exergue des liens interinstitutionnels, encouragent l'innovation et reconnaissent l'interdépendance des innovations technologiques (comme une variété végétale) et institutionnelles (comme de nouveaux partenariats pour distribuer la semence) ».

Pour exemple - MASIPAG est une organisation dirigée par des paysans aux Philippines. C'est un partenariat entre paysans et scientifiques qui s'est formé en réponse aux problèmes causés par la révolution verte. Ses valeurs principales sont : (a) une approche des problèmes de la base vers le sommet ; (b) un partenariat paysans/scientifiques; (c) une recherche et une formation dirigées par les paysans; (d) un mode de transfert d'agriculteur à agriculteur et (e) un plaidoyer pour une réelle réforme agraire. Ils sont également actifs au sein de leurs communautés, travaillant sur plusieurs problèmes rencontrés comme le développement agressif des grandes compagnies gérant des mines ou des plantations, la commercialisation de plantes génétiquement modifiées, les priorités dans le programme du gouvernement local et les allocations à prévoir dans le budget, etc. Bien qu'au niveau macro-économique les choses puissent rester largement inchangées, ces agriculteurs MASIPAG sont devenus des acteurs actifs et ils créent eux-mêmes leurs propres processus de développement (Voir [http:// www.masipag.org/](http://www.masipag.org/)).

Elizabeth Cruzada – Partenariat entre paysans et scientifiques : le cas de MASIPAG

Faucheurs contre chercheurs : oui, mais lesquels ?

[...] J'aimerais préciser que les faucheurs ne sont pas contre les chercheurs. [...] Ils sont contre des recherches qui contribuent à notre asservissement technique et économique, et à nous enfermer - encore plus - dans l'impasse de la pétro agriculture industrielle. Un exemple, pour que vos lecteurs puissent exercer leur jugement. Au Kenya, le maïs est attaqué par une pyrale asiatique et parasité par une plante, la Striga. La lutte contre ces fléaux par les méthodes de cow-boy de l'agriculture industrielle - les insecticides et les herbicides - échoue. Les chercheurs du Centre international sur la physiologie des insectes et l'écologie (ICIPE) ont mis au point une méthode agro écologique de lutte : semer avec le maïs une légumineuse - Desmodium - dont l'odeur est désagréable pour le papillon de la pyrale. Ce dernier s'éloigne d'autant plus facilement du maïs qu'il est attiré par une ceinture d'herbe à éléphant (une plante fourragère), sur laquelle il pond ses œufs. Après les premiers stades de développement, les chenilles pénètrent à l'intérieur de la tige, où elles sont détruites par le

mucilage de la plante. De plus, Desmodium élimine la Striga. Cette légumineuse fixe l'azote de l'air et fournit l'engrais au maïs. Enfin, elle couvre le sol et le protège. Ce superbe travail scientifique a associé chercheurs et paysans. Il assure des récoltes fiables, abondantes, sans achat d'engrais, d'herbicide ni d'insecticide. Le bien-être et l'autonomie des paysans s'accroissent, mais... le PIB et les profits décroissent. Pour l'économie et l'Etat, c'est une catastrophe. Deux sciences sont possibles. La première consiste à achever le mouvement historique d'industrialisation de l'agriculture, de privatisation du vivant, d'asservissement des paysans avec les chimères génétiques brevetées (les prétendus OGM) : stériliser le vivant pour séparer la production de la reproduction et confier notre avenir aux semenciers fabricants d'agrotoxiques. La seconde, l'agronomie, fait accomplir gratuitement par la nature ce que nous faisons à coup de machines, d'engrais, de pesticides, d'irrigation, - de pétrole. L'avenir, s'il est encore temps, c'est l'agronomie "science de la gratuité". C'est ce que disent les faucheurs.

Extrait publié dans l'Express le 25/04/05

Jean-Pierre Berlan – Renouer avec l'agronomie c'est-à-dire avec la science de la gratuité

Jean-Jacques Mathieu insiste sur l'éducation paysanne qui s'appuie sur le partage du savoir. Il fustige en revanche tous les cadres technico-économiques autour de l'agriculteur qui sont « avant tout des commerciaux qui vendent des intrants chimiques ». Jean-Pierre Berlan, chercheur à l'Institut national de la recherche agronomique, se fait le porte-parole d'une recherche qui ne contribue pas « à un asservissement technique et économique » des paysans mais qui accompagne leur autonomie. S'appuyant sur un exemple associant paysans et chercheurs, il conclut : « Deux sciences sont possibles. La première consiste à achever le mouvement historique d'industrialisation de l'agriculture, de privatisation du vivant, d'asservissement des paysans avec les chimères génétiques brevetées (les prétendus OGM) : stériliser le vivant pour séparer la production de la reproduction et confier notre avenir aux semenciers fabricants d'agrotoxiques. La seconde, l'agronomie, fait accomplir gratuitement par la nature ce que nous faisons à coup de machines, d'engrais, de pesticides, d'irrigation, - de pétrole. »

Une nouvelle gouvernance grâce à des institutions alternatives

Pour accéder à certains circuits de commercialisation et se diversifier, les paysans peuvent besoin d'avoir accès au crédit avec des taux d'intérêt abordables et pour cela, le gouvernement et les organisations donatrices doivent stimuler le marché du crédit.

« Par le passé, nous avons regardé en direction des politiciens pour faire avancer notre cause », écrit John Turner, comptant ainsi sur la gouvernance de personnes qui jugent la valeur de l'alimentation et de l'agriculture en termes très différents (c'est-à-dire en termes purement économiques) de celles qui y sont engagés. La difficulté à mesurer des choses intangibles comme la santé, la liberté, l'esprit d'équité et la biodiversité, et la nécessité d'expliquer et de traduire ces besoins en termes monétaires, trahissent un problème plus profond au sein de la structure de notre gouvernance sociale et communautaire. « Si vous ne pouvez pas le mesurer, vous allez trouver difficile de défendre votre cas. »

Au Laos, au Vietnam et au Bhoutan, pour travailler avec les petits producteurs, vous devez travailler à travers le gouvernement et trouver des espaces à l'intérieur desquels vous pouvez travailler et relier les petits producteurs au-delà des régions afin de discuter de leurs problèmes et de leurs préoccupations (discuter des droits des agriculteurs). Notre expérience montre qu'en fournissant des modèles concrets et réalisables et en permettant aux petits agriculteurs d'articuler eux-mêmes leurs besoins et leurs désirs, on peut ouvrir la voie pour la mise en œuvre de politiques plus responsables. A la fin, le changement doit venir des petits producteurs avec le soutien des autres propriétaires.

Recherche et innovation

Outre la consolidation de la compétence des agriculteurs (à travers un apprentissage empirique), la construction de leur système de connaissance local s'approprier la science, la technologie et les innovations dans leur propre système agricole (comme part de la construction d'un mouvement rural), à mon avis, il est nécessaire d'impliquer de manière critique les stations de recherche agricole au niveau national afin d'être plus adaptés aux besoins des petits producteurs. Le mot qui convient est « engagement critique ».

Ayant eu l'opportunité de travailler dans le sud-est asiatique, et en particulier au Vietnam, au Laos et au Bhoutan, j'ai noté les limites des institutions de recherche agricole au niveau national en termes de revendication de leurs propres trajectoire vers la science et la technologie – la plupart sont sous fournies, sous budgétées, et la formation qu'elles ont, passe seulement par les centres internationaux de recherche agricole (IARCs). Pour ce qui est de la culture, la plupart du matériel utilisé par les techniciens est développé par l'IARCs, avec très peu de moyens provenant du matériel local/indigène. La plupart des chercheurs, par exemple, sont soustraits aux débats sur les droits de propriété intellectuelle avec un accès limité à l'information, aux alternatives, etc. Il y a des espaces et des opportunités pour changer le contenu des programmes et pour les rendre plus adaptés aux besoins des petits producteurs en termes d'agriculture durable. En outre, dans les pays en développement, il y a encore des institutions publiques payées par des taxes.

Ditdit Pelegina – Politiques gouvernementales

La plupart des intervenants conviennent qu'il y a davantage d'espoir auprès des institutions « alternatives » qui ont émergé hors des limites des entités publiques et du monde des grosses entreprises. Nombreux sont ceux qui croient en la nécessité d'un effort concerté pour changer les politiques de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ainsi que les politiques des institutions financières internationales (FMI et Banque Mondiale) qui sont incontournables à l'octroi des aides. Certains plaident pour l'abolition de l'OMC, ou tout au moins pour que les questions d'alimentation et d'agriculture soient retirées de son

agenda. Pippa Woods suggère la création d'une Organisation mondiale de l'environnement qui combattrait les grosses exploitations agricoles polluantes et soutiendrait les petites, ainsi que d'autres activités utiles. Si sa promotion était correctement faite, cette organisation prendrait le pas sur l'OMC.

Ce qui doit dans un premier temps changer afin que notre vision de l'avenir se réalise, c'est la politique de nos gouvernements qui doit se démarquer du "tout économique", doit remettre en cause l'OMC actuelle, libérer les pays du Sud de leur dette, démanteler les gros trusts privés afin de répartir ces marchés vers des PME locales, lesquelles devraient signer des contrats éthiques s'engageant à respecter le statut social et culturel des paysans, paysans qui eux s'engageraient à préserver l'environnement et la qualité des aliments. [...] Le rôle et l'éthique des organisations agricoles en France sont aussi à remettre en cause. Le syndicat majoritaire soutient clairement l'agriculture industrielle et donc directement les gros trusts pétrochimiques, syndicat lui même ouvertement soutenu par notre président de la République. On en revient donc encore à la politique d'Etat ! En bref, il y a eu dans notre histoire une séparation Etat/Eglise. Aujourd'hui c'est une vraie séparation Etat/Lobbies économiques qui est nécessaire et cet événement doit être strictement contrôlé par des commissions éthiques, qui auraient un vrai pouvoir sur nos politiques [...].

Jean-Jacques Mathieu – Changer de politique

Une meilleure agriculture est possible, mais seulement en dehors de l'OMC telle qu'elle est actuellement organisée, précise de façon similaire, Colin Hines, qui a contribué au forum de manière intéressante, en partant d'une perspective macro-économique. Hines propose que les règles développées par le GATT puis par l'OMC, soient remplacées par l'Accord général sur le commerce durable administré par une structure démocratique, l'Organisation mondiale de la localisation. Sa mission serait d'assurer que le commerce régional, les politiques internationales d'aide et les flux monétaires, les transferts d'informations et de technologies, ainsi que l'investissement international et le commerce incorporent des règles visant à la construction d'économies locales durables. Le but serait d'encourager le maximum de sécurité alimentaire, d'emploi et de moyens de subsistance divers grâce à une augmentation substantielle de l'autosuffisance durable au niveau régional.

Remplacer la globalisation par la localisation

Hetty reconnaît que bien que cultiver suffisamment pour nourrir le monde soit un objectif valable, la stratégie de stockage de nourriture affaiblit cet objectif en rendant cette nourriture inaccessible aux pauvres, ou lorsqu'elle est fournie comme aide, augmente alors leur dépendance. La plupart des régions ont la capacité de produire de la nourriture pour la population locale, mais elles en ont été détournées par les exigences du service de la dette qui veille à ce que les exploitants agricoles produisent pour les marchés d'exportation qui semblent lucratifs.

Les paysans du Sud réussiront en effet à vivre de leur travail s'ils sont protégés du développement de productions à grande échelle destinée au marché mondial, mais aussi s'ils sont protégés de la concurrence internationale. Le ROPPA dénonce l'impasse « des engagements renouvelés de la communauté internationale » qui n'ont pas enrayer l'augmentation de la pauvreté en Afrique. Refusant de « vivre de charité et de condescendance humanitaire », le réseau réclame la reconnaissance de la souveraineté alimentaire. Le ROPPA interpelle Tony Blair dans le cadre du sommet du G8 de 2005 : « Tant que l'aide sera conditionnée par l'adhésion à des schémas de développement dictés par un libéralisme dogmatique, les économies ouest africaines continueront à se dégrader [...] Blair doit soutenir le droit de chaque pays, en particulier ceux d'Afrique, de protéger son agriculture et son économie y compris par des tarifs douaniers. » Ce protectionnisme aux frontières nécessite par ailleurs « l'arrêt immédiat des négociations pour les accords de partenariat économique entre l'Europe et la CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest). Il n'est, en effet, pas réaliste d'envisager la création d'une zone de libre échange et la mise en compétition entre l'Europe et les pays de la CEDEAO qui sont parmi les plus pauvres du monde ».

Les mouvements paysans européens reconnaissent le dumping des aides dont ils bénéficient, envers les petits producteurs du Sud. Néanmoins, la rentabilité de leur activité est très liée à ces aides. Les cours agricoles mondiaux les rendent effectivement aussi économiquement vulnérables. Ils réclament ainsi une transformation du système de subventions vers des prix plus rémunérateurs garantis là encore par des barrières douanières. Néanmoins, cette option reste très marginale face aux orientations de l'Organisation mondiale du commerce qui veut supprimer aides et barrières douanières.

Repenser l'accès aux marchés

John Edward Peck conclut qu'il existe une nécessité de développer le marketing direct, c'est-à-dire un face à face consommateur-agriculteur, non seulement pour parvenir à un prix équitable et à une nourriture plus saine pour tous, mais aussi pour s'affranchir de l'agriculture industrielle dépendante des industries chimiques.

L'association de défense des exploitations agricoles familiales (Family Farm Defenders), dirigée par son Directeur général, John Edward Peck, encourage les agriculteurs « à cesser de cultiver des denrées commerciales pour un marché global qui affaiblit la souveraineté alimentaire ailleurs et, à retourner vers les cultures alimentaires destinées à leur communauté locale, là où elles sont les plus nécessaires ». Peter Ooi ajoute que pour aller plus loin, nous devons développer des marchés en fonction des agriculteurs et non pas adapter les agriculteurs aux marchés. Michael Hart propose l'utilisation de soutiens à la gestion pour aider les agriculteurs. En éliminant les surplus qui sont déversés sur d'autres pays, souvent en utilisant des subventions à l'exportation, en ruinant les marchés locaux et en équilibrant l'offre et la demande, les agriculteurs devraient recevoir un prix plus équitable pour leurs produits. Peck explique que nous devrions viser les marchés de produits agricoles, les petites coopératives, l'agriculture soutenue par les communautés, les réseaux de commerce équitable, les systèmes

d'échange commerciaux et les monnaies locales. Il souligne cependant la menace des grosses entreprises qui, sentant ce potentiel de croissance rapide, pénétreraient dans ces domaines pour en prendre le contrôle.

Il est clair que les petits producteurs doivent s'organiser eux-mêmes pour obtenir la masse critique nécessaire pour vendre leurs produits avec plus d'efficacité mais ils ont également besoin de soutien de la part du gouvernement pour atteindre ce but. Les participants du Nicaragua en particulier, précisent que le gouvernement doit changer la loi pour faciliter le marché, et, les participants de la République dominicaine pensent qu'il est urgent de changer la loi de telle sorte que le processus de certification des petits producteurs ne soit pas trop cher.

La production biologique est plus adaptée aux moyens des petits producteurs

Quoique les petits agriculteurs perçoivent les bénéfices du passage en « bio » sur la santé et sur l'environnement, ils en sont dissuadés financièrement car c'est un processus coûteux d'obtention de certificat et d'étiquetage qui signifie des coûts supplémentaires, rendant les agriculteurs encore moins compétitifs. Cette situation paradoxale a poussé Roberto Verzola des Philippines à proposer un changement radical à ce système. Sa proposition consiste en un changement du contexte économique, de telle sorte que les produits qui ont été cultivés avec des intrants chimiques soient étiquetés avant d'être vendus sur le marché. Cela changerait le contexte économique même dans lequel l'agriculture biologique entre en concurrence avec l'agriculture chimique. « Cela ferait de l'agriculture biologique le système agricole de base en agriculture. Ceux qui sortent de ce système et pulvérisent leurs cultures avec des substances toxiques doivent être obligés d'en informer les consommateurs. Ils supportent alors la charge des tests, de l'étiquetage, de l'obtention d'un certificat, etc. ». Il faut donc suivre les prescriptions de l'Union européenne car l'obligation d'étiqueter les produits ayant subi des traitements chimiques dépend de ces prescriptions (législations). L'étiquetage et la traçabilité des aliments génétiquement modifiés sont obligatoires. Etant donné que ces aliments diffèrent de l'approche « normale/conventionnelle/sans ajout » en agriculture et que de ce fait, les consommateurs ont le droit d'en être informés, ces produits doivent également être contrôlés à long terme en raison d'éventuels effets sur la santé. Au Népal, cependant, la voie vers l'obtention d'un certificat en agriculture biologique a inévitablement créé des processus bureaucratiques compliqués, comme le rapporte Ram Chandra Khanal.

Hans von Essen propose une stratégie alternative pour l'obtention d'un certificat en agriculture biologique. Puisque « l'attribution d'un certificat » relève par définition du pouvoir d'une entité nationale, créer une marque locale en agriculture biologique éviterait des dépenses bureaucratiques inutiles. Si un groupe d'agriculteurs peut s'accorder sur ses propres règles de production – par exemple pas d'organismes génétiquement modifiés, pas de pesticides, seulement des produits de haute qualité à offrir à la vente à l'extérieur du village – ce groupe peut « créer » une marque locale et la mettre sur le marché. Hans pense que les connections personnelles et les processus sociaux locaux sont les clés pour créer de nouvelles opportunités économiques.

Beaucoup de participants du forum espagnol insistent sur la nécessité de promouvoir l'agriculture biologique à la fois en incitant les agriculteurs à s'engager dans cette voie et en aidant à mettre en pratique la théorie relative à ce type d'agriculture.

Ambiguïté des standards des « meilleures pratiques »

De grandes compagnies agricoles ont à présent convenu d'élaborer et d'adopter de nouveaux standards intitulés « Meilleures pratiques », conçus pour rendre leurs produits plus acceptables à des consommateurs avertis. Les techniques d'une attribution de certificat par « une tierce partie indépendante », initiées par le lobby de l'agriculture biologique, sont maintenant appliquées à un large éventail d'autres « secteurs », en particulier à la production de crevettes, de soja et d'huile de palme. Marcus Colchester du Royaume Uni pose la question suivante : « Est-ce que le résultat de l'application de ces nouveaux standards et procédures sera d'aider ou d'entraver les petits paysans dans l'obtention d'un accès aux terres, aux standards justes en matière de travail, de prix équitables et de marchés prometteurs ? »

Cependant, les petits producteurs alimentaires et les travailleurs agricoles, sont habituellement peu, ou pas, représentés dans les processus de fixation volontaire de standards et d'attribution de certificats par une tierce partie. Ces réglementations sont habituellement orientées par les grandes entreprises et tendent à favoriser leurs intérêts. Un certain nombre de questions demeurent non résolues ou confuses. Il s'agit par exemple du rôle du gouvernement dans l'application du standard ; de la responsabilité des industries dans la distribution ; de l'adoption de standards et de procédures adaptées à des petits producteurs ; de l'interdiction ou l'autorisation des organismes génétiquement modifiés ; des détails des procédures de vérification, de plaintes et de conflits et du développement de standards adaptés à des contextes nationaux. Pour plus de détails voir, <http://www.forestpeoples.org> et <http://www.sustainable-palmoil.org>.

Le mouvement global pour l'alimentation, au Nord comme au Sud, partage les mêmes buts. L'extrait suivant d'une contribution de Colin Hines résume les questions abordées :

- une modification dans le rôle des subventions, se détournant d'un soutien à la production, pour financer une transition vers une agriculture biologique, plus extensive, avec des débouchés locaux ;
- la capacité de donner priorité à la sécurité alimentaire nationale par rapport à l'exportation et à une dépendance vis-à-vis des importations ;
- se détourner d'une agriculture hautement technologique, intensive, avec des niveaux élevés de pesticides et une dépendance vis-à-vis de technologies dangereuses comme la production d'organismes génétiquement modifiés ;
- reconstruire les économies rurales et leurs infrastructures, diminuer les écarts de richesse entre zones rurales, et entre zones rurales et urbaines ;
- réformes foncières et redistribution ;
- une démarche vers une agriculture écologiquement durable, extensive et biologique ;

- la production d'une nourriture saine pour le consommateur, dans le respect de l'environnement et avec parmi les priorités, le bien-être des animaux ;
- une modification de l'équilibre du pouvoir quant à la fixation des priorités en matière de sécurité alimentaire, en éloignant ce pouvoir des transnationales (protégées par les règles commerciales de l'OMC et du traité de l'Union européenne), pour le réorienter vers un contrôle national.

Se tourner vers des solutions pratiques

Pour avancer sur ces différents points, l'information de l'opinion publique est primordiale. Martine Bégné insiste sur la nécessité d'informer et de former le consommateur : « Qu'il sache comment un blé est produit avec quels traitements chimiques ou non, si l'agneau, la volaille qu'il achète a mangé du soja transgénique ou non ; sans perdre de vue qu'à terme ce qu'il faut pour changer vraiment c'est éliminer l'agriculture industrialisée, en la pénalisant dans un premier temps pour décourager ses partisans. Par exemple pourquoi ne pas écrire comme sur les paquets de tabac "les produits utilisés tuent" ? »

Jean-Jacques Mathieu lance quant à lui un appel à une grande mobilisation mondiale des réseaux déjà constitués de paysans, consommateurs, environnementalistes, étudiants, pour sensibiliser les citoyens à ces problèmes.

Rassembler des études de cas

Peter Ooi suggère d'identifier des études de cas portant sur des efforts économiquement viables et durables qui ont été couronnés de succès, pour aider les petits producteurs à répondre aux exigences de la production alimentaire sans faire de concessions sur leurs profits, leur environnement et leur santé. Comme Hans von Essen, Ooi pense qu'il existe de nombreux cas qui peuvent illustrer certains des problèmes déjà soulevés : l'éducation des paysans, l'accès aux terres, l'aide que l'agriculteur peut s'accorder lui-même, etc. Les leçons apprises à partir de ces efforts et qui débouchent sur une réussite, formeraient la base de ce qu'il est nécessaire de faire pour les sans terre, les petits agriculteurs, contre l'analphabétisme, etc.

Une question d'attitude ?

Hans von Essen insiste sur l'importance de l'attitude que nous adoptons : « Un réseau d'exploitations agricoles qui a une attitude sérieuse est une bonne façon de voir les choses et d'apprendre des savoir-faire importants. Etre un agriculteur demande de posséder un savoir-faire très spécial et cela apporte des récompenses, car l'agriculteur est en charge d'un tout. Gérer ce tout demande un savoir-faire pointu ; les quelques personnes qui en sont capables sont héroïques. »

Laxmi Prasad Pant apporte également une perspective intéressante au débat : développement intérieur et rôle de la spiritualité dans la réalisation de la vision du futur des petits producteurs.

Il existe une nécessité de développer la vente directs, c'est-à-dire un face à face consommateur-agriculteur non seulement pour parvenir à un prix équitable et à une nourriture plus saine pour tous, mais aussi pour s'affranchir des industries

Les politiques de la localisation par Colin Hines

- Introduction graduelle de contrôles à l'importation pour protéger les denrées qui peuvent être produites localement, des importations qui pourraient autrement menacer la tentative de diversification des systèmes agricoles nationaux ;
- Taxes écologiques pour s'assurer que les coûts réels des dommages à l'environnement, des méthodes de production non durables et du commerce à longue distance soient inclus dans le coût de la nourriture ;
- Soutien plus important aux agriculteurs pour leur permettre de prospérer et de produire des aliments sains, en utilisant des méthodes agricoles respectueuses de l'environnement ;
- Cessation des transports à longue distance d'animaux vivants ;
- Restriction de la concentration et de la puissance sur le marché des principales entreprises d'alimentation et de leurs distributeurs, grâce à de nouvelles lois sur la concurrence, à des prix équitables payés aux agriculteurs et aux consommateurs (au lieu des prix bas payés aux agriculteurs et des prix élevés payés par les consommateurs) et au développement de projets qui encouragent une régénération des campagnes, ainsi que l'emploi ;
- Faire suivre le principe des « kilomètres du commerce équitable » au commerce à longue distance qui demeurera pour les produits alimentaires qui ne peuvent être cultivés localement (exemple : le café, le thé, les bananes), en combinant les exigences du commerce équitable avec des kilomètres attribués à des produits alimentaires (ou « les courtes chaînes alimentaires » comme on les appelle en Italie). Le terme de commerce équitable désigne les produits cultivés, de façon prédominante, par des petits paysans pour un prix équitable, et, dans un sens, ceci encourage la protection de l'environnement. L'utilisation du terme kilomètres dans cette expression, vise une production aussi près que possible géographiquement du marché de façon à minimiser le transport et par conséquent les émissions de gaz carbonique qui contribuent au changement climatique ;
- Les kilomètres du commerce équitable devront être liés à une quantité garantie de produits à acheter par chaque pays acheteur, dans une fourchette de prix garantis. Cela permettra aux nations exportatrices d'avoir un niveau de revenu assez sûr, avec lequel elles contribueront au but majeur qui est de revenir à la diversification de leur production locale ;
- La réorientation des buts ultimes du commerce international et des règles de l'aide internationale, de façon à ce qu'ils contribuent à la reconstruction d'économies locales et nationales plus durables.

agro-alimentaires et pour permettre aux gens de choisir la nature de leur système agricole/alimentaire.

Facteurs socio-économiques

L'agriculture ne devrait pas être perçue comme une activité pour les perdants et les cancre – elle doit être respectée et honorée pour les services qu'elle fournit.

[...] Notre but est de restaurer la dignité des familles agricoles aux Etats-Unis et d'encourager une nouvelle génération d'habitants de la terre qui actuellement croit au retour de la culture dans l'agriculture, reconnaît la valeur des sols sains et des joyeux vers de terre, et peut voir que la vie rurale n'a pas besoin de travail pénible et de désespoir mais peut être une source d'espoir et d'inspiration.

John Edward Peck – Science, technologie et innovation

Des agriculteurs en réseaux

Hetty nous propose un rapport sur un voyage en Pologne, où elle a visité des exploitations en agriculture biologique qui utilisent l'écotourisme comme voie de survie. Visiter des agriculteurs qui sont dans cette optique, écrit-elle, offre une pause rafraîchissante par rapport à des situations très difficiles dans certains cas. Cela permet un excellent échange d'information (grâce à un interprète), et donne peut-être une chance de retourner dans sa propre exploitation agricole avec des « yeux neufs ». Faire un tour dans d'autres pays représenterait un moyen utile de développer le sens de la camaraderie et du soutien. Ceci a encouragé Hetty à réfléchir à la possibilité de développer ce type d'activités pour permettre aux agriculteurs d'apprendre les uns des autres, tout en fournissant un paiement direct pour des services. Ainsi, elle pense organiser cela dans tous les pays où Farmers' Links possède des contacts (voir <http://www.farmerslink.org.uk>).

En fait, je me demande si aujourd'hui, on a encore le droit d'avoir des rêves et si on a encore le droit d'essayer de les réaliser (à défaut d'y réussir). [...] Je pense qu'en France, il faut juste que les agriculteurs se donnent le droit de pratiquer une agriculture en cohérence avec leurs idées. Pour favoriser ces pratiques non conventionnelles, il est plus facile d'être dans une dynamique de groupe pour échanger questions et solutions et surtout ne pas se sentir seul...

Isabelle Deborde – Peut-on encore rêver de l'avenir ?

Michael Hart a également suggéré que nous encourageons davantage de contacts entre agriculteurs.

Cela serait une bonne idée de mettre en place un échange de courriers électroniques entre agriculteurs autour du monde. Cela consisterait en un échange très pratique par lequel les agriculteurs expliqueraient leurs problèmes à d'autres agriculteurs, et pourraient dire ce qui, selon eux, est la cause de leurs problèmes. Des agriculteurs pourraient ainsi en alerter d'autres sur des changements de politiques qui peuvent les affecter ; ils pourraient partager des informations concrètes sur des questions comme les OGM ou les compagnies multinationales, poser des questions à d'autres agriculteurs. Il découlerait de tout cela une meilleure compréhension globale et une perte de crédibilité de ceux qui profitent de la situation en faisant croire aux petits producteurs qu'ils sont la cause des problèmes des autres agriculteurs. Lorsque des politiques créent des problèmes, nous pouvons travailler ensemble pour suggérer des solutions aux décideurs, solutions qui bénéficieraient aux agriculteurs, au lieu de se voir imposer des solutions par ceux qui en tirent un profit.

Le groupe moteur représentatif des agriculteurs

En réponse au point de vue exprimé en (1), nous pouvons constituer un groupe d'agriculteurs, ou incluant d'autres individus, qui peuvent agir comme des collecteurs d'informations et partager ces informations. Ces personnes devront à la fois avoir la confiance des agriculteurs et être de bons communicateurs. Ce fonctionnement en réseau facilitera des réactions rapides à certains événements dans les médias et représentera un groupe de soutien avec une base large, groupe sur lequel compter. Nous avons également besoin de nous relier les uns aux autres lorsque nous apportons une réponse à des problèmes ou à des changements de politiques, lorsque nous nous adressons aux médias. De même, si je recevais davantage d'informations en provenance d'autres parties du monde, je pourrais ajouter ces informations, lorsque celles-ci sont en connexion avec le sujet, à des articles de presse et à des comptes-rendus de médias.

Michael Hart - Echanges de courriers électroniques – Le réseau

Laxmi Prasad Pant met en doute les capacités à établir un tel réseau au Sud : « Considérant le réseau à mettre en place avec les petits agriculteurs du Sud, nous devons attendre quelques décennies pour qu'ils soient connectés par email. Les listes de contacts, de plus en plus communes au Nord, peuvent ne pas marcher au Sud. Dès lors ma question est : "Qui leur fournira des lignes de téléphone et d'Internet en bon état de fonctionnement et à des prix abordables pour eux ?" ».

Payer pour des services environnementaux ?

Krishna Kaphle a suggéré que les petits agriculteurs et ceux qui y sont associés soient payés pour leurs services à l'échelle globale, c'est-à-dire des services comme la sauvegarde de l'environnement, la préservation des ressources naturelles et culturelles, le fait de limiter les migrations, les conflits, etc. L'adoption récente de la politique qui vise à payer les pays qui contribuent à la réduction de l'effet de serre est une avancée dans la bonne direction. Je voudrais voir les mêmes avancées dans les domaines de la préservation des réservoirs naturels d'eau, des forêts et des paysages, de la vie sauvage et des autres ressources naturelles. Ceux qui fournissent ce paiement ne devraient pas le regarder comme un geste de charité, mais comme un prix à payer pour des services actuels et comme un investissement pour l'assurance de la disponibilité future en ressources naturelles vitales et en sources de nourriture saine.

Accords internationaux et conventions

Il existe des accords internationaux à l'image de la Convention sur la biodiversité qui reconnaît la valeur de la biodiversité et cherche à la préserver et à la développer partout où cela est possible. Des accords similaires existent pour le changement climatique et la réduction de l'armement, lesquels quoique flous et pas tout à fait efficaces donnent cependant une base commune d'objectifs. John Turner suggère le besoin d'une déclaration similaire sur la valeur de l'agriculture indigène et des agriculteurs. Une déclaration soutenue par les agriculteurs du monde avec laquelle ils pourraient faire pression sur le public et les politiciens. Cela établirait la valeur de l'agriculture comme un ensemble de

ressources qui sont autant menacées que la forêt équatoriale ou les espèces en danger de disparition.

Déclaration sur les valeurs de l'agriculture indigène et des agriculteurs

- Valeurs naturelles : l'air, le sol, l'eau et l'énergie ;
- Valeurs génétiques : les types de plantes et races animales spécifiques à des régions et à des cultures ;
- Valeurs humaines : la richesse du savoir détenu par les agriculteurs ;
- Valeurs culturelles : cultiver la terre, faire de l'élevage, comme une part intégrale de l'art et de la culture localement et sur un plan national.

D'autres sujets comme le transfert de savoir, l'autodétermination, le principe de proximité « local puis global » peuvent tous jouer un rôle important dans cette déclaration des paysans et peuples indigènes. Si une prise de position ou une déclaration de la sorte pouvait être réalisée, elles aideraient à fournir une plateforme unifiée pour les petits producteurs à travers le monde.

Dans une contribution précédente, Turner avait souligné le besoin de permettre un échange direct d'informations entre les groupes de petites exploitations familiales dans le monde, pour identifier les besoins réels des agriculteurs et les solutions les plus appropriées et les plus efficaces, mais aussi pour comprendre l'impact des politiques et du développement commercial, en particulier dans les pays extérieurs à l'Europe et aux Etats-Unis. Cet échange direct entre groupes créerait aussi l'opportunité de coordonner leurs efforts. La limitation des ressources financières et humaines à mettre au service de campagnes et de groupes de pression révèle l'existence d'un grand déséquilibre entre le pouvoir et l'influence de « l'agrobusiness » (avec les intérêts marchands et les fournisseurs chimiques qui le supportent) et les petits producteurs. Avec suffisamment d'échanges, il deviendrait alors possible pour des groupes d'agriculteurs dans le monde entier d'affronter des menaces communes avec un effort coordonné, et cela avec de bien plus grandes chances de succès ; la situation vers laquelle tendre serait celle où les paysans mènent des campagnes sur l'alimentation et l'agriculture en étant supportés par les ONG, plutôt que l'inverse. Il faudrait identifier les opportunités d'un changement et s'assurer qu'un usage efficace en soit fait. Il est bien plus facile d'influencer les politiques et la législation avant qu'elles ne soient rédigées, plutôt que d'essayer de les changer lorsqu'elles ont été mises en œuvre.

Un mouvement radical : le manifeste des petits agriculteurs

Selon Sibylle Bahrmann, « Nous avons besoin d'un manifeste dans lequel nous expliquons et prouvons que l'agriculture à petite échelle est une nécessité absolue pour la sécurité alimentaire de la population mondiale et pour quelles raisons l'agriculture industrielle est incapable de sécuriser la fourniture d'aliments à long terme. » Un comité international, pilote et représentatif, pourrait poser les grandes lignes de conduite, fixer des objectifs, et agir au niveau international. Ainsi tout individu, tout groupe où qu'il soit dans le monde est invité à se joindre à cette initiative et à contribuer à la sauvegarde des moyens d'existence des petits producteurs. Pour connecter toutes ces personnes et ces initiatives,

nous établirons un site internet. Ce site devrait expliquer le but de cette initiative, rapporter ce qui est nouveau ou important et donner aux gens la possibilité d'échanger des idées, des vues, leur expérience, d'entrer en contact avec d'autres de par le monde. Vous pourrez demander de l'aide aux autres, rechercher des personnes ayant des capacités particulières pour faire vivre vos idées ou rechercher quelqu'un qui possède une idée fascinante. Ces échanges permettront de faire connaître les effets positifs suite à la sauvegarde de petites exploitations agricoles dans certaines parties du monde.

Ce qui me semble clair c'est que nous connaissons une crise mondiale de l'agriculture, avec des prix souvent en dessous des coûts de production et des agriculteurs quittant la terre. En Allemagne par exemple, certaines personnes pensent que 50 % des agriculteurs vont quitter la terre dans les cinq prochaines années. Mais il y a une différence importante entre les pays industrialisés et le Sud : pendant que les anciens agriculteurs des pays industrialisés peuvent prendre un autre travail ou avoir accès aux aides sociales, les anciens agriculteurs et leurs familles dans le Sud n'ont souvent pas d'alternatives pour vivre et doivent donc faire face à la famine ou à la mort. [...] Nous devons donc trouver des pistes pour y arriver et ce ne sera pas chose facile. Parce que cela signifie que nous, agriculteurs, nous devons changer pour y parvenir. Comme Hans von Hessen le disait dans son email : qu'est-ce qui doit changer en premier dans nos esprits ? Nous devons abandonner l'idée bien ancrée que nous sommes si peu importants, sans pouvoir, pas assez intelligents, pas assez riches pour faire changer les choses. Pour une simple raison : si nous ne changeons pas, personne ne le fera à notre place. Donc nous devons développer les aptitudes nécessaires et les qualités pour être capables de proposer quelque chose et d'y arriver. Nous devons apprendre à travailler ensemble à différents niveaux. Nous devons nous concentrer sur ce qui nous unit et pas sur ce qui nous sépare. Nous devons nous concentrer sur ce qui est important et nous devons être efficaces. Et nous avons à faire cela en tant qu'individus et en tant que collectifs.

Sibylle Bahrmann

N'attendons pas que d'autres fassent quelque chose. Ils ne feront probablement rien. Faisons quelque chose ensemble maintenant.

John Edward Peck partage cette idée de construire un mouvement de base pour imposer un changement du système, au lieu de faire pression sur des politiciens corrompus et sur leurs associés, qui ne feront pas appel à la Raison car l'argent est plus convaincant. « Quand la poussée nous ébranlera, nous serons dehors dans la rue avec d'autres gens pour insister sur le fait qu'un autre monde est possible – et non pas dans une salle de conseil d'administration en train d'essayer de parvenir à un arrangement qui compromettrait notre intégrité. »

3



Regards sur le processus de la conférence électronique

Le comité de pilotage

La structure de la conférence électronique et son processus général ont été initiés par un comité de pilotage constitué de représentants de groupes de petits producteurs, aussi bien que d'organisations de la société civile du Nord comme du Sud. Le comité de décision était international dans sa composition et comportait une répartition équilibrée d'hommes et de femmes (voir encadré 1). Les membres du comité ont été choisis en raison de leurs contacts réguliers avec des agriculteurs et avec les organisations de peuples indigènes, aussi bien que pour leur travail sur des questions intéressant ce forum électronique (comme l'agriculture durable, la souveraineté alimentaire, les droits des peuples indigènes à une terre et à l'auto-détermination, et sur les politiques et les campagnes d'information en matière d'alimentation et d'agriculture).

Le comité de décision a joué un rôle clé en identifiant les participants potentiels à la conférence électronique. Des efforts considérables ont été déployés pour impliquer autant que possible des petits paysans, des agriculteurs familiaux et des pasteurs, afin de créer une diversité de participants, à la fois du Nord et du Sud. Après avoir préparé une présentation abrégée du sujet et une lettre d'invitation, les membres du comité ont participé aux côtés des modérateurs à la compilation d'adresses email de participants potentiels. Des lettres d'invitation ont alors été envoyées entre le 15 mars et le 1er avril

1

Encadré 1. Les membres du comité de pilotage

Angela Cordeiro (Brésil)	Patrick Mulvany (Royaume Uni)
Estelle Deléage (France)	Vicki Tauli-Corpuz (les Philippines)
Michael Hart (Royaume Uni)	Carlos Vicente (Argentine)
Elisabet Lopez (Royaume Uni)	Michel Pimbert (Royaume Uni/France)
Farhad Mazhar (Bengladesh)	

2005. Une fois le forum ouvert, tout un chacun pouvait participer, et non pas uniquement les destinataires des lettres d'invitation.

Les modérateurs

Le rôle des modérateurs, en tant que facilitateurs impartiaux aux discussions, était d'assurer l'enregistrement des participants et le bon fonctionnement technique de la conférence électronique ; le mandat des modérateurs comportait aussi l'introduction des sujets, le choix du temps suffisant à la discussion, la préparation de résumés des contributions reçues, et la coordination des traductions pour permettre que les discussions électroniques soient disponibles en français, espagnol et anglais sur le site Internet. De plus, le groupe des modérateurs (voir encadré 2) répondait aux demandes des participants au jour le jour pour assurer une participation et un engagement continus dans les discussions du forum électronique. Travaillant avec Michel Pimbert et Estelle

2	Encadré 2. Les modérateurs de la conférence électronique
	Khanh Tran-Thanh Coordinatrice et modératrice du forum en anglais
	Magali Reinert Modératrice du forum en français
	Christophe Trehet Modérateur du forum en français
	Elizabeth Bennett Modératrice du forum en espagnol

Deléage (membres du comité de pilotage), Khanh Tran-Thanh était responsable de la coordination du travail de l'équipe des modérateurs et du suivi pratique et quotidien de la conférence électronique.

La technologie de la conférence électronique : utilisation du système DGroups

La technique DGroups (groupes de discussion par Internet, www.dgroups.org) a été choisie pour accueillir cette discussion sur l'Avenir de l'Alimentation et les Petits Producteurs pour sa gratuité. Le système DGroups offre un service simple, non commercial (sans publicités), respectueux des conversations privées et il a pour clientèle de référence les usagers du Sud, utilisateurs de petits réseaux. Le système DGroups est un réseau informatique pour les groupes et les communautés intéressés par le développement international. Le système est financé en partie par la Banque mondiale, mais il a été développé par un consortium d'agences bilatérales et d'ONG. Les partenaires actuels gérant le DGroups incluent :

- Bellanet (www.bellanet.org)
- DFID (www.dfid.gov.uk/)
- Hivos (www.hivos.nl)
- ICA (www.icamericas.net/)
- IICD (www.iicd.org)

- OneWorld (www.oneworld.net)
- UNAIDS (www.unaids.org)

Choix de la période et planification

Programmés entre la mi-avril et juillet 2005 (voir encadré 1), les résultats de la Conférence électronique ont été générés pour apporter leur information à plusieurs événements internationaux importants qui étaient susceptibles d'affecter l'agenda des politiques internationales en matière d'agriculture, y compris :

- La Commission pour l'Afrique (mai 2005)
- La revue par les Nations Unies des progrès réalisés afin d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le Développement de l'ONU.
- Le sommet du G8 en Ecosse, sous la Présidence du gouvernement britannique (juillet 2005)
- Les réunions de l'Union européenne présidées par le Royaume-Uni
- La sixième Conférence ministérielle de l'OMC à Hong-Kong, en Chine (décembre 2005).

Tableau 1. L'emploi du temps de la conférence électronique

Activités/Tâches	Dates
Compiling contact emails for potential participants	15 – 1er avril
Envoyer des lettres d'invitation	1er avril – 14 avril
Enregistrer des participants	11 avril – 15 mai
Lancer la conférence électronique	14 avril
Groupe 1 de questions	15 avril – 4 mai (20 jours)
Groupe 2 de questions	5 Mai – 25 mai (21 jours)
Groupe 3 de questions	26 mai – 14 juin (20 jours)
Addition : Groupe 4 de questions	22 juin – 1 juillet (10 jours)

Les quatre groupes de questions posées aux participants à la conférence électronique ont été étalés dans le temps, leur accordant environ trois semaines pour les réponses et les commentaires (Voir tableau 1). Les questions étaient conçues de façon à obtenir les opinions des participants sur les politiques et les pratiques nécessaires afin de soutenir les moyens d'existence et les environnements des petits producteurs (voir tableau 2).

Tableau 2. Les questions de la conférence électronique

Groupe 1 de questions Une Vision de l'Avenir

1. Que signifient pour vous l'agriculture durable et l'usage de la terre/de l'eau ?
2. A quoi voudriez-vous que l'alimentation, l'agriculture et l'usage de la terre/ de l'eau ressemblent dans l'avenir ?
3. Quelles valeurs, éthique et vision du monde guident votre propre vision de l'alimentation, de l'agriculture et de l'usage de la terre/ de l'eau ?

Groupe 2 de questions Qu'est-ce qui empêche les petits producteurs de réaliser leur vision ?

Parmi tous les facteurs listés ci-dessous comme raisons possibles, lesquels considérez-vous comme des contraintes majeures ?

- 2.1. L'accès à la terre, à l'eau et à d'autres ressources ?
- 2.2. La reconnaissance et l'exercice de ces droits ?
- 2.3. La Science, la technologie et l'innovation ?
- 2.4. Les rôles, pratiques et cultures des organisations ?
- 2.5. Les politiques, les réglementations et le soutien du gouvernement ?
- 2.6. Les marchés ?
- 2.7. Les corporations et le secteur privé ?
- 2.8. Les facteurs socio-économiques ?
- 2.9. Les facteurs environnementaux ?
- 2.10. D'autres facteurs ?

Groupe 3 et 4 de questions

Que faut-il changer pour permettre aux petits producteurs de réaliser leur vision ?

Que faut-il faire et comment l'organiser ?

Résumés de la conférence électronique

Pour chaque groupe de discussion, des résumés réguliers des réponses des participants, à chaque groupe de questions, étaient préparés dans la langue de ce forum, par le modérateur. Chacun de ces résumés était traduit dans les deux autres langues et posté sur la conférence électronique pour que tous les participants le lisent. Tous les participants au forum électronique étaient dès lors capables de connaître le contenu principal des discussions, tenues dans les trois langues (espagnol, français, anglais). Ces résumés, ainsi que les archives des contributions individuelles, sont restés disponibles sur le site Internet www.dgroups.org jusqu'en mars 2006. Un résumé consolidé de toutes les contributions à ce forum est reproduit dans la première partie de ce rapport, avec une sélection de citations provenant des participants et des liens Internet vers tous les produits clés de ce forum.

Qui a participé à la conférence électronique ?

La conférence a inclus des participants s'exprimant en espagnol, français et anglais, venant de 30 pays développés et en voie de développement.

Un total de 227 personnes se sont inscrites pour la consultation (voir tableau 3). Le nombre le plus important de participants provenait d'Amérique Latine et des Caraïbes (98), ensuite des pays de l'OCDE (87), puis d'Afrique et d'Afrique sub-saharienne (16). Les types d'organisations les plus représentées étaient les « petits producteurs individuels » (95), devant les « ONG et organisations de la société civile » (42), et les « académies de recherches ou étudiants » (40). Il n'y a eu aucune inscription en provenance du secteur privé.

**Tableau 3. Inscription à la conférence électronique :
souscripteurs par région et type d'organisation**

	Ensemble	Concepteur de Politiques	Etudiant/Chercheur	ONG/OSC	Institution de l'ONU	Secteur privé	Peuples indigènes et organisation de petits agriculteurs	Petits agriculteurs individuels autres	Somme Totale
Afrique et Afrique Sub-Saharienne	0	4	7	0	0	3	2	0	16
Est Asie et Pacifique	0	0	4	1	0	4	1	0	10
Europe de l'Est et Asie Centrale	0	1	0	0	0	0	0	0	1
Amérique Latine et Caraïbes	0	1	6	1	0	13	73	4	98
Moyen-Orient et Afrique du Nord	0	0	1	0	0	0	0	0	1
Pays de l'OCDE	2	28	19	1	0	18	18	1	87
Asie du Sud	1	6	3	0	0	1	1	0	12
Inconnu	0	0	2	0	0	0	0	0	2
Somme totale	3	40	42	3	0	39	95	5	227

Presque la moitié des participants (48 pour cent) étaient engagés dans des activités liées à l'agriculture, soit en tant que producteurs individuels ou comme représentants de peuples indigènes et de petits groupes d'agriculteurs (voir tableau 4).

Tableau 4. Nombre de participants impliqués dans des activités liées à l'agriculture

	Activités liées à l'agriculture	Activités non agricoles	Totale
Afrique et Afrique Sub-Saharienne	4	12	16
Asie de l'Est et Pacifique	1	9	10
Europe et Asie Centrale	0	1	1
Amerique Latine et Caraïbes	87	11	98
Moyen-Orient et Afrique du Nord	0	1	1
Pays de l'OCDE	14	73	87
Asie du Sud	3	9	12
Inconnu	0	2	2
Totale	109	118	227
% Totale	48%	52%	100%

Une analyse des auteurs de contributions par région et par type est résumée au tableau 5. En termes de pourcentages relatifs, les catégories suivantes d'auteurs de contributions ont participé le plus : les petits producteurs individuels, les peuples indigènes, les organisations de petits agriculteurs et les représentants des Nations-Unies. Il est à noter que 83 pour cent des petits producteurs inscrits ont envoyé des commentaires au forum électronique. Par contraste, les contributions et les niveaux de participation des concepteurs de politiques, des ONG et des organisations de la société civile ont été faibles à toutes les questions (voir tableau 5).

Au niveau régional, la majorité des contributions ont été enregistrées en provenance d'Amérique Latine et des Caraïbes, avec 81 pour cent des personnes inscrites envoyant un commentaire. Ont suivi, l'Asie du Sud (58 pour cent), l'Asie de l'Est et la région Pacifique (50 pour cent). Les pays de l'OCDE ont apporté le second nombre le plus élevé de participants, mais seulement un quart des inscrits ont été actifs. La participation provenant du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, comme de l'Asie de l'Est et de la région Pacifique, a été faible (voir tableau 5).

Tableau 5. Participants actifs par région et type

		Concepteur de politiques	Etudiant/Chercheur	ONG/OSC	Institution de l'ONU	Secteur Privé	Peuples Indigènes et organisations de petits agriculteurs	Petits Producteurs individuels	Autres	Somme totale
Afrique et Afrique Sub-Saharienne	0	0	0	0	0	1	1	0	2	
Asie de l'Est et Pacifique	0	0	2	1	0	1	1	0	5	
Europe de l'Est et Asie Centrale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Amérique Latine et Caraïbes	0	1	0	0	0	5	72	1	79	
Moyen-Orient et Afrique du Nord	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Pays de l'OCDE	0	4	3	0	0	9	4	0	20	
Asie du Sud	0	4	2	0	0	0	1	0	7	
Inconnu	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Somme totale	0	9	7	1	0	16	79	1	113	
& du total des inscrits	0%	23%	17%	33%	n/a	41%	83%	20%	100%	

Le tableau 6 résume le nombre de fois où une question a reçu des commentaires par les participants à la conférence. Dans l'ensemble, c'est au dernier groupe de questions que les participants ont répondu le plus (voir tableau 6). Une analyse plus détaillée des niveaux de participation est donnée aux tableaux 7, 8 et 9. Le niveau le plus élevé de contributions pour les groupes de questions 1, 3 et 4, est venu de petits producteurs individuels. Le groupe 2 de questions a été commenté principalement par les représentants des peuples indigènes et les organisations des petits agriculteurs.

En tout, 282 contributions écrites ont été offertes. Les participants actifs ont eu tendance à n'envoyer qu'un seul message, ceux envoyant plusieurs messages ou commentaires ont été moins nombreux, en comparaison (voir tableau 6). Ceci indique qu'il n'y a pas eu beaucoup de débat entre les participants pour chaque groupe de questions. Toutefois, les auteurs des contributions ont souvent fait référence aux arguments des autres, dans le groupe de questions auquel ils répondaient.

Tableau 6. Participants et niveau d'activité pour chaque groupe de questions

Question	Nombre total de participants	Nombre de messages	Participants actifs	%	>1 message	1 message
1	227	97	93	41%	2	91
2	227	92	90	40%	1	89
3+4	227	126	104	46%	12	21

Tableau 7. Auteurs des contributions au groupe 1 de questions

		Concepteur de politiques	Etudiant/Chercheur	ONG/OSC	Institution de l'ONU	Secteur privé	Peuples indigènes et organisation de petits agriculteurs	Petits agriculteurs individuels	Autres	Somme Totale
Afrique et Afrique Sub-Saharienne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Est Asie et Pacifique	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
Europe de l'Est et Asie Centrale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amérique Latine et Caraïbes	0	1	0	0	0	4	72	1	0	78
Moyen-Orient et Afrique du Nord	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pays de l'OCDE	0	2	0	0	0	5	3	0	0	10
Asie du Sud	0	1	1	0	0	0	1	0	0	3
Inconnu	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Somme Totale	0	4	1	1	0	9	76	1	0	92

Tableau 8. Auteurs des contributions au groupe 2 de questions

	Concepteur de politiques	Etudiant/Chercheur	ONG/OSC	Institution de l'ONU	Secteur privé	Peuples indigènes et organisation de petits agriculteurs	Petits agriculteurs individuels	Autres	Somme Totale
Afrique et Afrique Sub-Saharienne	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Est. Asie et Pacifique	0	0	0	1	0	0	0	0	1
Europe de l'Est et Asie Centrale	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amérique Latine et Caraïbes	0	1	0	0	0	5	72	1	78
Moyen-Orient et Afrique du Nord	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pays de l'OCDE	0	1	0	0	0	6	1	0	8
Asie du Sud	0	1	1	0	0	0	0	0	2
Inconnu	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Somme Totale	0	3	1	1	0	11	73	0	89

Tableau 9. Auteurs des contributions aux groupes 3 et 4 de questions

		Concepteur de politiques	Étudiant/Chercheur	ONG/OSC	Institution de l'ONU	Secteur privé	Peuples indigènes et organisation de petits agriculteurs	Petits agriculteurs individuels	Autres	Somme Totale
Afrique et Afrique Sub-Saharienne	0	0	0	0	0	1	1	0	2	
Est. Asie et Pacifique	0	0	2	1	0	1	1	0	5	
Europe de l'Est et Asie Centrale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Amérique Latine et Caraïbes	0	1	0	0	0	3	72	0	76	
Moyen-Orient et Afrique du Nord	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Pays de l'OCDE	0	2	3	0	0	7	2	0	14	
Asie du Sud	0	3	1	0	0	0	0	0	4	
Inconnu	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Somme Totale	0	6	6	1	0	12	76	0	101	

Réflexions sur le processus de la conférence électronique

L'utilisation de conférences électroniques pour discuter de l'élaboration des politiques sur l'alimentation, l'agriculture, l'environnement et le développement s'est répandue durant la dernière décennie. Les bénéfices de l'utilisation d'un espace Internet pour mener une discussion électronique sont nombreux et relativement faciles à obtenir. Les conférences électroniques sont mises en place rapidement et faciles à gérer, elles peuvent atteindre une très large audience, sont relativement peu coûteuses et ne nécessitent pas un équipement technologique complexe. L'utilisation d'outils de communication par Internet offre aussi l'avantage de renforcer chez les participants le sentiment d'être traité sur un pied d'égalité. Chacun possède la même opportunité de s'exprimer en postant des messages, sans l'interférence typique d'un biais lié à l'appartenance à un sexe, ou à la position des sièges attribués. Les participants timides et anxieux peuvent se sentir plus confiants en postant leurs messages sur le Net, au lieu d'avoir à parler devant une large audience. De surcroît, une conférence électronique permet aux participants de planifier leur participation à des heures qui leur conviennent. Plus important encore, l'expérience montre qu'une conférence électronique a l'avantage de s'auto-publier. Les informations échangées sont immédiatement disponibles, sans les délais de rédaction et de publication des papiers associés aux conférences formelles⁹. Finalement, des opportunités peuvent aussi se présenter pour développer un sens continu du partage parmi ceux intéressés par un sujet donné, une fois la conférence terminée.

Il existe cependant d'importantes différences quant à la façon dont les conférences électroniques sont conçues pour recueillir des perspectives multiples sur un sujet, ou sur une politique, donnés.

Cette conférence électronique a été conçue pour donner davantage de « voix » aux personnes dont les vues sont rarement entendues dans les discussions sur les politiques concernant l'Avenir de l'alimentation et des petits agriculteurs. Les organisateurs de ce processus ont présumé qu'une conférence électronique bien pensée pouvait offrir un espace sécurisé aux petits agriculteurs et à leurs organisations pour fournir un savoir utile et des recommandations en matière d'alimentation, d'agriculture, d'usage de la terre/de l'eau et de développement. Le processus de la conférence électronique a dès lors été construit suivant un modèle de communication de bas en haut, d'innovation décentralisée, qui tentait de joindre ensemble de nombreuses « voix » des petits agriculteurs pour influencer les politiques. Tel quel, le modèle de cette conférence électronique, et ses méthodes de travail, contrastaient beaucoup avec les modèles plus conventionnels dans lesquels les « experts » cherchent à représenter et à interpréter les vues des agriculteurs (voir encadré 8).

9 « Is an E-Conference Right for you », document Internet du Service des données, the Data Services Unit, English Heritage, [www.english-heritage.org.uk/upload/pdf/dsu_info_econference.pdf], accès obtenu le 19 octobre 2005.

3

Encadré 3. Conférences électroniques pour l'élaboration des politiques :
Deux modèles d'innovation

Modèle conventionnel d'innovation

Les politiques de recherche, et l'innovation, basées sur l'utilisation de la conférence électronique, sont centralisées. Experts et consultants (des secteurs public et privé) conçoivent le processus de la conférence, apportent leurs contributions et contrôlent les recommandations sur les politiques.

Liens conviviaux et horizontaux, essentiellement entre experts qui participent à la conférence électronique. Les acteurs locaux dont la réalité est discutée dans ce forum ne sont habituellement pas inclus dans ce réseau horizontal.

Le savoir, les catégories, les perceptions et les analyses des experts comptent avant tout, écartant de nombreuses perspectives et priorités locales. Déficit démocratique potentiellement élevé.

Modèle d'innovation de la base au sommet

Les politiques de recherche, et l'innovation, basées sur la conférence électronique, sont inspirées par les voix de différents citoyens (agriculteurs, scientifiques, etc....). La conception des questions clés est décentralisée et il existe un partage commun des résultats.

Liens conviviaux et horizontaux parmi une communauté étendue de collaborateurs. Traditions multiples de savoir (scientifique, vernaculaire) et valeurs rassemblées dans une conversation ouverte.

Savoir, catégories, perceptions et analyses des exclus, pris en compte au côté des vues des experts, avec une diversité de « réalités » exprimées et incluses dans les résultats.

Les organisateurs de cette conférence électronique ont cherché en premier lieu à inclure les petits agriculteurs comme participants. De ce fait, ils devaient parer à deux limitations en particulier :

1. L'absence d'accès à l'Internet. La majorité des populations d'agriculteurs vivent dans le Sud, mais de nombreuses personnes sont encore impliquées dans les communautés et les familles d'agriculteurs du Nord (bien que leur nombre actuel soit inférieur à celui existant au Sud). L'accès à l'Internet est très inégal ou non existant dans beaucoup d'endroits où les petits agriculteurs vivent et travaillent, dans des environnements qui varient d'écosystèmes relativement intacts, comme des forêts semi-naturelles, à des paysages cultivés pour l'alimentation avec des schémas mixtes d'usage humain, jusqu'à des écosystèmes intensivement modifiés et gérés par les hommes, tels que des terres agricoles et des zones urbaines.
2. Faire participer des petits agriculteurs illettrés. La moitié des personnes actives à l'échelle du monde sont des petits producteurs. Un nombre significatif de ces producteurs sont des personnes illettrées qui comptent souvent sur une expression orale riche - plutôt que sur la lecture et l'écriture - pour communiquer et codifier le savoir.

4

Encadré 4. Combiner des discussions au niveau du village avec un réseau mondial de communication par l'Internet- Exemples d'Amérique centrale

De façon à donner aux agriculteurs latino-américains, dépourvus d'accès à l'Internet, l'opportunité de participer à cette conférence électronique, Elisabet Lopez de Progressio (anciennement CIIR) a organisé des ateliers d'une journée au Honduras, au Nicaragua, au Salvador et en République Dominicaine. La date et le lieu des ateliers étaient les suivants :

- Le 1er avril, à Santa Rosa de Copan, au Honduras (20 participants)
- Le 4 avril, à San Salvador, au Salvador (14 participants)
- Le 6 avril, à Esteli, au Nicaragua (17 participants)
- Le 12 avril, à Santiago, en République Dominicaine (19 participants)

En tant que facilitateur extérieur, Elisabet Lopez introduisit d'abord le projet de discussion électronique aux participants à l'atelier. Puis, des groupes de quatre ou cinq agriculteurs furent créés. A chaque groupe fut attribué un travailleur en développement de Progressio, qui a reporté par écrit les commentaires de chacun des participants aux questions de la conférence. Cette phase a été suivie par des discussions en séance plénière, pour parvenir à un accord sur les conclusions principales à communiquer au site de la conférence électronique. Il fut demandé au facilitateur extérieur de poster les commentaires des agriculteurs sur l'Internet et par la suite de rapporter aux participants les résultats de la conférence électronique.¹⁰

Finalement, les discussions en groupes furent complétées avec des entretiens en face à face. Par exemple, le 7 avril 2005, Elisabet Lopez a tenu un entretien avec Marcial Lopez, lequel fut pendant de nombreuses années le coordinateur du Campesino au Nicaragua, pour le programme Campesino. Il a abandonné ce poste, il y a cinq ans, pour devenir agriculteur à temps plein.

D'une certaine façon, ces limitations ont été dépassées en communiquant, à la conférence électronique, les conclusions des réunions de village et/ou des groupes de discussions avec facilitateur, dont les participants ont donné un clair mandat à une personne désignée pour écrire et poster leurs contributions orales sur le site Internet. Cette innovation méthodologique a bien marché pour des groupes de petits agriculteurs au Honduras, au Nicaragua, au Salvador et dans la République Dominicaine (voir encadré 4).

Dans toutes ces situations, des groupes de petits agriculteurs ont délibéré sur chacune des questions du forum électronique et ont convenu de ce qu'ils voulaient communiquer aux autres participants par le biais de l'Internet. Un représentant des agriculteurs, sachant utiliser un ordinateur, ou un facilitateur extérieur (habituellement membre d'une ONG), a alors réuni les commentaires en un résumé. Après avoir vérifié et validé ce résumé, les

¹⁰ Les participants des ateliers qui ont eu lieu en avril 2005 au Nicaragua, en République Dominicaine, au Honduras et au Salvador, comptent pour 70 des 'souscripteurs' du sous-ensemble "Amérique Latine et Caraïbes". Bien que ces participants ne se soient pas formellement souscrits électroniquement à la conférence, il a été jugé important d'inclure individuellement chacun d'eux en tant que "voix indépendante".

groupes d'agriculteurs ont donné mandat à leur représentant (ou au facilitateur extérieur) pour qu'il poste leurs commentaires sur le site de la conférence électronique. Cette façon de travailler relève d'un renversement significatif des rôles des facilitateurs extérieurs qui n'agissent qu'au nom et pour le compte des groupes de petits producteurs lorsque ces derniers leur en donnent mandat.

Méthodologiquement, la combinaison des formes traditionnelles de délibération avec le moyen de communication moderne qu'est l'Internet a prouvé être une façon efficace et sûre d'engager des petits agriculteurs illettrés dans la conférence électronique. Cela a également permis de surmonter le manque d'accès direct à l'Internet qui empêche, à maintes reprises, la participation des petits agriculteurs. Telle quelle, cette méthodologie hybride peut présenter un intérêt général et des applications pour de futures conférences électroniques qui cherchent à impliquer des acteurs illettrés qui n'ont pas accès à l'Internet.

Cependant, il est possible de repousser plus loin les barrières méthodologiques dans de futures conférences électroniques destinées à renforcer le pouvoir de décision des citoyens et la « voix » de la démocratie.

Des formes créatives de communication interculturelle et l'utilisation d'une technologie miniaturisée de l'ordinateur liée aux communications par satellite sera sans doute nécessaire pour vaincre les contraintes restantes, y compris :

- Etre exclus des communications Internet. L'approche hybride développée dans cette conférence n'a été utilisée que par quelques groupes d'agriculteurs en Amérique Latine. Ailleurs- et notamment en Afrique- le potentiel de ce mélange de communications de type « ancien » et « nouveau » n'a pas été réalisé dans cette conférence électronique. L'absence d'accès à des systèmes informatiques fiables, de communication par Internet, a été un facteur limitatif substantiel dans ce contexte.
- La barrière des langues. La conférence électronique s'est déroulée simultanément en trois langues (espagnol, français et anglais). Elle a mené avec succès des conversations par-dessus les différences linguistiques. Néanmoins, beaucoup d'autres langues (et pas seulement des dialectes) sont parlées par les pasteurs, les pêcheurs, les petits agriculteurs, les habitants des forêts et les peuples indigènes à travers le monde, chaque langue reflétant et renforçant des façons spécifiques de voir le monde et d'y agir. La langue parlée était certainement une limitation à une participation plus conséquente et plus prolongée pour quelques personnes inscrites à cette conférence électronique. Ainsi, il est intéressant de noter qu'il y a eu une nette différence de niveau d'activité dans les trois fora, selon la langue utilisée. D'après la modératrice du forum en espagnol, le faible niveau d'activité dans ce forum a probablement été dû au fait qu'un nombre non négligeable de participants des Andes, dont la langue est le quechua, utilisaient l'espagnol en seconde langue. Ceci peut avoir dissuadé les membres de peuples indigènes d'apporter leurs contributions au forum électronique et de s'engager pleinement dans les discussions tenues par les autres participants.

Evaluer les impacts

Par rapport aux objectifs fixés, la conférence électronique a généré des impacts immédiats et positifs.

- Plusieurs contributions et recommandations politiques faites par les participants ont été utilisées comme une base pour des déclarations en matière d'alimentation, d'agriculture et de politique du commerce. Par exemple, la Plate-forme Britannique sur l'Agriculture et l'Alimentation, l'un des organisateurs de ce forum, a inclus certaines des recommandations faites par les participants à la conférence électronique dans le matériel de ses campagnes préparé spécifiquement pour le sommet du G8 et pour d'autres évènements qui se sont déroulés en Ecosse, en juillet 2005 (voir le G8 'renvoyer la faim à l'histoire' : www.makehungerhistory.org).
- A en juger par les commentaires reçus de plusieurs participants, la conférence électronique a réussi à rassembler les gens autour d'une riche conversation et à leur faire partager une analyse sur l'Avenir de l'alimentation et des petits agriculteurs qui soit internationale.
- Il a été également constaté que certains participants ont continué à interagir et à échanger des vues bien après la clôture de la conférence électronique. Par exemple, ces échanges postérieurs à la conférence ont permis à des membres du Réseau Semences Paysannes de mieux comprendre la situation des agriculteurs polonais, renforçant ainsi les possibilités d'actions conjointes paneuropéennes en matière de politiques et de pratique. Il est escompté que la publication du résumé de la conférence électronique, avec les coordonnées de tous les participants, encouragera davantage ces échanges entre agriculteurs pour un apprentissage mutuel et pour organiser des changements.

La conférence électronique est ainsi perçue comme une modeste contribution au renforcement de l'innovation citoyenne et des réseaux de savoir organisés sur la base d'une logique plus horizontale et plus égalitaire, - travaillant indépendamment et en dehors de l'Etat et du marché. D'après Illich (1975), une telle création endogène des savoirs par et pour les gens signifie (a) prendre la responsabilité de son propre développement ;(b) avoir accès sans restriction aux outils d'apprentissage ; et (c) aborder des problèmes qui touchent aux aspirations et aux vies des gens. « A la différence du besoin constant et pressant qu'a le savoir de l'expert de se mettre au diapason avec l'avenir du développement industriel, le savoir endogène propose de 'célébrer la prise de conscience' de la construction sociale du savoir et de la science et de prendre la responsabilité de 'créer' des alternatives futures » (Finger et Asun 2001). De-institutionnaliser la recherche et la formulation des politiques en faveur d'une production autonome de savoirs est ainsi un moyen d'aller au delà des communes de résistance vers des communautés durables fédérées en réseaux de souveraineté alimentaire, et au sein desquelles les citoyens participent de façon directe et démocratique (voir Pimbert, 2006).

Toutefois, les impacts à plus long terme de cette conférence électronique sur l'Avenir de l'alimentation et des petits agriculteurs ne peuvent être prédits au moment où ce rapport est rédigé (Mai 2006). Les retombées devront être suivies et appréciées par les participants et les organisateurs eux-mêmes – dans le cadre d'une évaluation décentralisée et polycentrique de tout le processus de la conférence électronique et de ses résultats. Nous offrons ici une liste générique de questions, d'indicateurs et de problèmes que les participants et autres acteurs pourraient décider d'utiliser ou adapter pour évaluer la qualité, la validité et les retombées de cette conférence électronique (voir encadré 5).

5

**Encadré 5. Evaluer les conférences électroniques et leurs impacts :
une liste de questions possibles et d'indicateurs**

Etape I : Planification

Qui participe ?

Qui décide de qui devrait participer ?

Qui participe à la conférence électronique de qui ?

...et qui est laissé en dehors ?

Qui identifie le problème ?

Les problèmes de qui ?

Les questions de qui ?

La perspective de qui ?

...et à qui appartiennent les problèmes, les questions et les perspectives laissés de côté ?

Etape II : Le processus de la conférence électronique

Quelles voix comptent ? Qui contrôle le processus ?

Qui décide de ce qui est important ?

Qui décide, et qui devrait décider, de ce qu'il faut dire et rendre public ?

Qui contrôle l'usage de l'information ?

Et qui est marginalisé ?

C'est la réalité de qui ? Et qui comprend ?

C'est la réalité de qui, qui est exprimée ?

Ce sont le savoir, les catégories, les perceptions de qui ?

C'est la vérité et la logique de qui ?

Et c'est la réalité de qui, qui est laissée de côté ?

Etape III : Contrôle de l'information obtenue, divulgation et utilisation

Qui détient les résultats ?

Qui détient les données et l'information résultantes ?

Qu'est-ce qui est laissé à ceux qui ont généré l'information et partagé leur savoir ?

Qui conserve le résultat tangible ?

L'analyse et l'usage de qui ?

Qui analyse l'information récoltée ?

Qui a accès à l'information et pourquoi ?

Qui l'utilise et pour quoi faire ?

Et qui ne peut pas y avoir accès, ni l'utiliser ?

Et finalement ...

Qu'est-ce qui a changé ? Qui profite des changements ?

Aux dépens de qui ?

Les points de vues de qui sont intégrés dans la formulation des politiques ?

Qui gagne et qui perd ?

Qui est renforcé dans son pouvoir et qui est affaibli ?

Annexe 1: Ressources

Sites Internet mentionnés par les participants

Le Lien entre Agriculteurs/ Farmers Link www.farmerslink.org.uk
La Société de Développement du Deccan / Deccan Development Society
<http://www.ddsindia.com/>
Les Défenseurs des Exploitations Agricoles Familiales / Family Farm Defenders
<http://www.familyfarmdefenders.org/Main/HomePage>
La Fondation FIELD / FIELD Foundation
<http://www.thefieldalliance.org/Partners/FIELDIndonesia.htm>
MASIPAG <http://www.masipag.org/>
SEARICE <http://www.searice.org.ph/>
<http://www.ukfg.org.uk>
<http://www.makehungerhistory.org>
<http://www.wholesomefood.org>

Publications mentionnées par les participants

Finger, M. and Asun, J.M. (2001) Adult education at the crossroads. Learning our way out. Zed Books, Londres.

Illich, I. (1970) Deschooling society, Harper and Row, New York.

Illich, I. (1975) Medical Nemesis. The expropriation of health. Pantheon, New York.

Lamberton, G. (2005) Sustainable sufficiency - an internally consistent version of sustainability. Sustainable Development. Chichester: Feb 2005. Vol.13, Iss. 1; pp 53-68.

Ooi, G. et al (eds). (2004) Environmental Education for Poor Farmers. FAO Regional Office for Asia and the Pacific, Bangkok.

Pimbert, M. (2006) Reclaiming autonomous food systems: the role of local organizations in farming, environment and people's access to food. Paper presented at the International Conference on Land, Poverty, Social Justice and Development, 12-14 January 2006, La Hague (Pays-Bas). Voir: <http://www.iied.org/NR/agbioliv/documents/PimbertISSLandConference.pdf>

Pontius, J., Diltis, R. et Bartlett, A. (eds). (2002) From farmer field school to community IPM: Ten years of IPM training in Asia. FAO, Bangkok

Pretty, J. (ed). (2005) The Pesticide Detox: Towards a More Sustainable Agriculture. Earthscan, James and James, Londres

Van den Berg, H. et al. (2004) *Farmer Field Research: An analysis of experiences in Indonesia*. FAO Regional office for Asia and the Pacific, Bangkok, Thaïlande

Annexe 2: Participants

Marjorie Jobson	Afrique du Sud	Michael Yee	Etats-Unis
Raj Patel	Afrique du Sud	Pascal Destandau	Etats-Unis
Richard Fowler	Afrique du Sud	Rebecca Kessinger	Etats-Unis
Ward Anseeuw	Afrique du Sud/ France	Robert Waldrop	Etats-Unis
		Valerie Imbruce	Etats-Unis
Evelyn Mathias	Allemagne	Adrian Cullis	Ethiopie
Sibylle Bahrmann	Allemagne	Getachew Gebru Tegegne	Ethiopie
Eyasu Elias	Argentine	Bénédicte Hermelin	France
Carlos Vicente	Argentine	Carmen Bordallo Labal	France
Richard Sager	Australie	Catherine Darrot	France
Thomas Dax	Autriche	Chantal Jacovetti	France
Fahrad Mazhar	Bangladesh	Denis Gaboriau	France
Felix Gutiérrez Matta	Bolivie	Estelle Deleage	France
Altacir Bunde	Brésil	Gérard Bricet	France
Angela Cordeiro	Brésil	Isabelle Deborde	France
Ciro correa	Brésil	Isabelle Fabre	France
Horacio Martins	Brésil	Jean Jacques Mathieu	France
Alan Thomson	Canada	Jean-Baptiste Pertriaux	France
Devlin Kuyek	Canada	Jeanne Thiebot	France
Gloria Wenyeye	Canada	Jean-Pierre Berlan	France
Stuart Clark	Canada	Jean-Pierre Portet	France
Zuzka Tatiersky	Canada	Jérôme Laplane	France
Vivienne Solis Rivera	Costa Rica	Josselin Rouillard	France
Henk Hobbelink	Espagne	Martine Bégné	France
Neus Marti	Espagne	Mathieu Glorian	France
Linda Kingery	Etats-Unis	Olivier Godinot	France
Ariele Foster	Etats-Unis	Pierre Fabre	France
Bill Sanda	Etats-Unis	Samuel Feret	France
Daniela Soleri	Etats-Unis	Saône & Doubs Vivants	France
David A. Cleveland	Etats-Unis	Association	
Glenn Davis Stone	Etats-Unis	Alexandra Podlejski	France/Argentine
Helmut Klauer	Etats-Unis	Emelia Arthur	Ghana
Holly Rose Mawby	Etats-Unis	Bertha Mejia	Honduras
Hugh Joseph	Etats-Unis	Carlos Hernandez Reyes	Honduras
Janet Jacobson	Etats-Unis	Carlos Humberto Pacheco	Honduras
Jean-Marie Aguerre	Etats-Unis	Jose Alberto Cortes	Honduras
Jennifer Chesworth	Etats-Unis	Jose Erasmo	Honduras
John Peck	Etats-Unis	Juan Herrera Herrera	Honduras
John Schelhas	Etats-Unis	Juana Miranda	Honduras
Ken Hargesheimer	Etats-Unis	Karlin Maria Maldonado	Honduras
Laura Dininni	Etats-Unis	Maria Eduvigis Sanchez	Honduras
Lindsey Fransen	Etats-Unis	Maria Isabel Perez Regalado	Honduras
Mary Jo Langston	Etats-Unis	Maria Mercedes Diaz Cortes	Honduras
Mary K. Hendrickson	Etats-Unis	Mario Paz Mejia	Honduras

L'avenir de l'alimentation et des petits producteurs

Noe Mejia Lara	Honduras	Marvin Chavarria Matamoros	Nicaragua
Obdelia Benitez Quintanilla	Honduras	Miguel A. Canales Ruiz	Nicaragua
Oscar Manuel Sarmiento	Honduras	Pablo Ramon Pinell	Nicaragua
Otilia Mejia Quintanilla	Honduras	Picado Martinez	Nicaragua
Raymundo Orellana Sanchez	Honduras	Roberto Martinez	Nicaragua
Ricardo Alas	Honduras	William Alfredo Flores Castillo	Nicaragua
Rigoberto Sarmiento Miranda	Honduras	Ibrahim Aminu	Nigéria
Tovias Sorto	Honduras	Aksel Nærstad	Norvège
Ethan Van Drunen	Inde	Kjell Esser	Norvège
Kashinath Vajpai	Inde	Babar Khan	Pakistan
P V Satheesh	Inde	Shahid Zia	Pakistan
Rahul Saxena	Inde	Jean Michel Berho	Pays Basque (France)
Sandeep Minhas	Inde	Edgar Gonzales Castro	Pérou
Alifah Sri Lestari	Indonésie	Gabriela Lopez Sotomayor	Pérou
Nugroho Wienarto	Indonésie	Hilario Aroni Quispe	Pérou
Maryam Rahmanian	Iran	Kenneth D. Duncan	Pérou
Antonio Onorati	Italie	Maria Scurrah	Pérou
Jane Ross	Italie	Roberto E. Valdivia	Pérou
Nora McKeon	Italie	Washington Chañi	Pérou
Tateo OIE	Japon	Javier Chaparols	Philippines
Jens-Peter Barnekow Lillesø	Kenya	MASIPAG	Philippines
John K. Mutunga	Kenya	Normita Ignacio	Philippines
Festus Akinnifesi	Malawi	Roberto Verzola	Philippines
Victor Perezgrovas	Mexique	Vicki Tauli-Corpuz	Philippines
Luis F. Lifanissa	Mozambique	Wilhelmina R. Pelegrina	Philippines
Krishna kaphle	Népal	Alejandro Sanchez	Rép. Dominicaine
Laxmi Prasad Pant	Népal	Angel Colombino Chalas	Rép. Dominicaine
Ram Chandra Khanal	Népal	Carmelo Carela	Rép. Dominicaine
Tara Devi Gurung	Népal	Cristino Viloria	Rép. Dominicaine
Augusto Castillo Obregón	Nicaragua	Daniel Tejada Francisco	Rép. Dominicaine
Eleuterio Herrera Palacios	Nicaragua	Eloy Cruz	Rép. Dominicaine
Erika del Carmen Carrasco	Nicaragua	Eugenio Antonio Diaz	Rép. Dominicaine
Eugenio Torres	Nicaragua	Eusebio Heredia Vasquez	Rép. Dominicaine
Evelia Rodrigues Duarte	Nicaragua	Felipe De Los Santos Diaz	Rép. Dominicaine
Fausto Villareyna Olivas	Nicaragua	Francisco Antonio Gomez	Rép. Dominicaine
Francisco Heriberto	Nicaragua	Francisco De Jesus	Rép. Dominicaine
Olivas Cruz	Nicaragua	Idelfonso Diaz	Rép. Dominicaine
Irma del Rosario	Nicaragua	Jose Antonio	Rép. Dominicaine
Jose Rene Lopez Canales	Nicaragua	Rosario Camacho	Rép. Dominicaine
Juan Alberto Rayo Laguna	Nicaragua	Jose Gutierrez Peña	Rép. Dominicaine
Juan Siú Godines	Nicaragua	Leonardo De Jesus Serrano	Rép. Dominicaine
Juana Esperanza Ponce Zamora	Nicaragua	Maria Magdalena Morillo	Rép. Dominicaine
Julio Cesar Lira Gonzalez	Nicaragua	Martinez Santos	Rép. Dominicaine
Julio Cesar Palacios	Nicaragua	Maximo Antonio Villar	Rép. Dominicaine
Julio Ramon Lopez Poso	Nicaragua	Martinez	
Justo Pastor Mendoza	Nicaragua	Miguel A. Perez	Rép. Dominicaine
Lucila Blandón	Nicaragua	Myriam Salazar	Rép. Dominicaine
Luis Octavio Obregón	Nicaragua	Raymundo Cruz Simi	Rép. Dominicaine
Marcial Lopez	Nicaragua		

L'avenir de l'alimentation et des petits producteurs

Alexandra Dana Spinu	Roumanie	Josefa Pacas Osorio	Salvador
Sue Wrennall	Royaume Uni	Juan Francisco Lemus	Salvador
Barbara Dinham	Royaume Uni	Juanita Antonia	Salvador
Claire Rhodes	Royaume Uni	Julio Leon	Salvador
Colin Hines	Royaume Uni	Lazaro Velasquez Funes	Salvador
Elisabet Lopez	Royaume Uni	Maria Maura Portillo	Salvador
Hetty Selwyn	Royaume Uni	de Contreras	
John Turner	Royaume Uni	Maribel Ramos Osorio	Salvador
Lies Craeynest	Royaume Uni	Oscar Arnaldo Guevara	Salvador
Marcus Colchester	Royaume Uni	Silverio Salvador Escobar	Salvador
Michael Hart	Royaume Uni	Hans Von Essen	Suède
Michel Pimbert	Royaume Uni	Pernilla Malmer	Suède
Nicholas Wilkinson	Royaume Uni	Peter Einarsson	Suède
Patrick Mulvany	Royaume Uni	Thomas Gunnarson	Suède
Pippa Woods	Royaume Uni	Liliane Ortega	Suisse
Family Farmers	Royaume Uni	Jason Pan	Taiwan
Francoise Gollain	Royaume Uni/ France		(Indigenous Pazeh People of Taiwan)
Antonio Felix Dia Gonzalez	Salvador	Peter Ooi	Thailande
Ezequiel Rivema	Salvador	Allan N. Williams	Trinidad & Tobago
Glendis Adelayda Yodines	Salvador	Anke Weisheit	Uganda
Pacas		Betty Esenu Nenghanjwa	Uganda
J. Huberto Leon Calles	Salvador	Chebet Maikut	Uganda
Josefa Elizabeth Avila	Salvador	Dorah Mwenye	Zimbabwe

Ce rapport présente les résultats d'une conférence électronique sur "l'Avenir de l'alimentation et des petits producteurs". Cette discussion virtuelle avait pour objectif premier d'impliquer les paysans indigènes et les petits agriculteurs familiaux, ainsi que les paysans sans-terre et les pêcheurs, tout comme leurs organisations représentatives. Il s'agissait de mettre l'accent sur les petits producteurs alimentaires – les femmes et les hommes qui produisent et cultivent des ressources agricoles et arboricoles, ainsi que sur les éleveurs de bétail, de poissons et d'autres organismes aquatiques. La conférence électronique a donc été conçue spécifiquement dans l'optique de permettre aux populations exclues d'exprimer leur point de vue, leur analyse de la situation et les priorités liées à l'avenir de l'alimentation,

l'agriculture, l'environnement et le bien-être humain. Il était demandé aux participants de décrire les alternatives que "les pratiques et le savoir-faire des agriculteurs et des peuples indigènes" offrent à la modernisation et l'industrialisation du secteur de la production alimentaire, de l'agriculture et de l'utilisation des terres et de l'eau. Les vues et l'analyse émises par les petits producteurs, qui sont passées en revue dans ce rapport, permettent une meilleure compréhension des mouvements alternatifs dans les régions urbaines et rurales. Les participants mettent en évidence la corrélation fondamentale entre la sauvegarde des exploitants indigènes et des petits agriculteurs sur leurs terres et le bien-être de la société et de la nature dans le monde entier.



Comment – et à quelles conditions – les divers systèmes alimentaires localisés pourront-ils être préservés tout au long du 21ème siècle ? Qui va tirer parti du renforcement des systèmes alimentaires locaux, qui va en souffrir ? Le projet intitulé "Préserver les systèmes alimentaires locaux, la biodiversité agricole et les modes de vie" entend répondre, entre autres, à ces questions.

Le projet allie une perspective écologie politique des systèmes alimentaires et des moyens d'existence, à une approche de recherche-action, fondée sur la pratique à l'échelle locale. Plutôt que de porter sur les populations, la recherche est menée avec, pour et par les populations, de manière à rassembler, dans une optique d'apprentissage et de changement, les différents savoirs et types de connaissance. En ce sens, cette recherche-action vise à combler l'écart entre l'orientation académique de l'écologie politique et l'approche beaucoup plus activiste des mouvements impliqués dans les domaines de la souveraineté de l'alimentation, des droits de l'homme et de la justice environnementale.

La série "Rétablir la diversité et la citoyenneté" publie les leçons issues d'études de cas en Inde, en Indonésie et au Pérou, ainsi que les résultats d'autres études menées dans le cadre de projets de recherche-action. Les participants sont vivement encouragés à illustrer de façon précise les méthodes de travail utilisées et les résultats obtenus, en mettant particulièrement en évidence leurs implications au niveau des politiques, du savoir, des organisations et de la pratique. La série "Rétablir la diversité et la citoyenneté" entend également susciter un débat en dehors des cadres politiques et conceptuels dominants en matière d'avenir de l'alimentation, d'agriculture et d'utilisation des terres. Les participants explorent toute une série d'opportunités et d'obstacles à la régénération des systèmes alimentaires traditionnels, en se fondant sur la diversité écologique et sociale, les droits de l'homme et une approche plus large de la citoyenneté.

Le projet de recherche et cette série de publications sont coordonnés par Michel Pimbert, au sein du Programme "Agriculture durable, biodiversité et moyens d'existence" de l'Institut international pour l'environnement et le développement (International Institute for Environment and Development - IIED). Le soutien financier est fourni par le ministère des Affaires étrangères du gouvernement des Pays-Bas (DGIS).



Ministerie van Buitenlandse Zaken
Ontwikkelingssamenwerking



Anciennement CIIR



Tebtebba



UK FOOD GROUP